NOTICE

SUR

LA DÉPORTATION

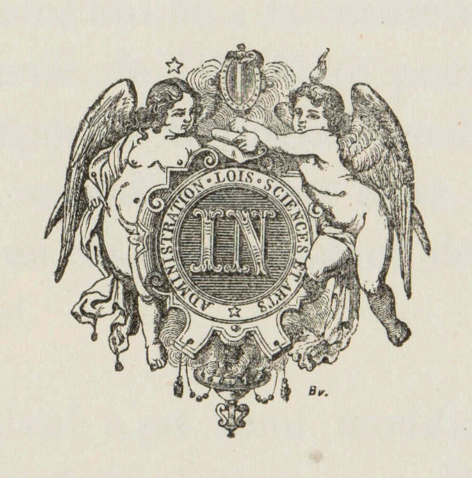
À LA NOUVELLE-CALÉDONIE,

PUBLIÉE

PAR LES SOINS DE M. LE VICE-AMIRAL FOURICHON,

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

année 1872



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1876.

NOTICE

SUR

LA DÉPORTATION

À LA NOUVELLE-CALÉDONIE.

Il y a un an à peine, lorsque le département de la marine a fait paraître la première notice sur la déportation, on avait déjà l'espoir que l'île des Pins suffirait à contenir tous les déportés simples. Aujourd'hui on a la certitude qu'il ne sera pas nécessaire de se servir de l'île Maré pour l'installation de cette catégorie de déportés. La disposition de la loi du 23 mars 1872 qui désignait subsidiairement cette dépendance de la Nouvelle-Calédonie en cas d'insuffisance de l'île des Pins devient donc sans objet. OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Aucun acte législatif n'est venu modifier les dispositions existantes sur la déportation, mais on a dû se demander s'il ne conviendrait pas, en présence de l'évasion qui s'est produite en 1874, de faire choix d'un nouveau point pour l'établissement des condamnés à l'enceinte fortifiée. LÉGISLATION.

Ainsi que nous l'avons dit dans la précédente notice, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie avait fréquemment protesté contre le choix de la presqu'île Ducos. Les différents ins-

pecteurs généraux, et en dernier lieu le contre-amiral Ribourt, avaient déclaré qu'il leur paraissait nécessaire d'apporter à cet égard une modification à la loi. Le département, disposé à accueillir cette proposition, crut devoir toutefois ne prendre un parti définitif qu'après avoir reçu l'avis du nouveau gouverneur, dont la responsabilité était particulièrement intéressée dans la question.

Les rapports du contre-amiral Ribourt désignaient l'archipel des Belep, situé au nord de la Nouvelle-Calédonie, comme le point le plus sûr pour la garde des condamnés. Une des îles pouvant au besoin servir à la déportation simple, dans le cas peu probable où le développement de la colonisation rendrait l'île des Pins insuffisante, on aurait pu abroger par la même occasion la disposition de la loi relative à l'île Maré et qui était devenue inutile.

L'appréciation du nouveau gouverneur, M. le commandant de Pritzbuer, n'a point confirmé celle de son prédécesseur sur l'impossibilité de se maintenir à la presqu'île Ducos, ni l'opinion du contre-amiral Ribourt, sans se dissimuler la gravité des inconvénients signalés; il croit qu'on peut, avec une surveillance rigoureuse, les atténuer d'une manière notable, mais il objecte surtout qu'on ne trouverait pas aux Belep les ressources générales que présente la presqu'île.

Il est certain en effet que la proximité d'un centre de population est nécessaire pour permettre aux déportés de trouver dans un travail professionnel des moyens d'existence. La situation des îles Belep présenterait à cet égard des obstacles insurmontables. D'un autre côté, le territoire de ces îles n'offrirait pas une quantité suffisante de terre cultivable pour le cas où cette population voudrait se livrer aux travaux agricoles. Enfin l'approvisionnement et le ravitaillement de ces points serait toujours coûteux et difficile, tant en raison de

l'éloignement qu'à raison de l'état de la mer dans ces parages.

Par ces motifs, il a paru au département de la marine qu'il n'y avait pas lieu, pour le moment, de modifier la loi quant au choix des emplacements, et il convient d'ajouter que depuis l'époque où de nouvelles mesures de surveillance ont été prises à la presqu'île, toutes les tentatives d'évasion ont échoué.

Mais il existe un autre point sur lequel la loi a semblé à l'administration locale et à M. le contre-amiral Ribourt devoir être amendée dans l'intérêt du bon ordre et de la répression.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 25 mars 1873, les règlements de police ne peuvent infliger plus de huit jours de prison aux déportés contrevenants, tandis que l'autorité peut, en vertu de son pouvoir disciplinaire, infliger deux mois de prison pour les mêmes faits aux militaires. Cette différence au profit des criminels ne paraît pas rationnelle et elle peut préjudicier à la fois à l'ordre public et aux condamnés eux-mêmes, car ceux-ci, devant par suite être renvoyés plus fréquemment devant les conseils de guerre, sont plus exposés à des emprisonnements préventifs. Toutefois, le département de la marine pense qu'avant de proposer une modification à une loi aussi récente, il convient d'attendre qu'une plus longue expérience ait prononcé.

Convois de condamnés

Le nombre des déportés envoyés en 1874 dans la colonie a été assez restreint : 238 individus seulement sont partis en deux convois, par *l'Alceste* et *la Loire*. Trois convois sont actuellement en cours de voyage; l'effectif placé sur ces trois bâtiments atteint le chiffre de 236 condamnés.

Par suite du petit nombre de condamnés restant en France, on a supprimé le dépôt du fort Quélern. C'est aujourd'hui

dans la prison de Saint-Brieuc que les déportés attendent le moment de leur embarquement.

ÉTAT SANITAIRE.

L'état sanitaire continue à être excellent; la moyenne des malades est restée à peu près la même qu'en 1873 : elle donne 2.1 p. o/o de l'effectif moyen.

La moyenne des décès est beaucoup moins forte : elle a diminué de près de moitié. Elle est, pour 1874, de 1.5 p. o/o; elle avait été de 2.8 p. o/o en 1873. (Voir état n° 11, page 40.)

Cette diminution du nombre des décès s'explique par ce motif que l'effectif a peu augmenté pendant cette seconde année et que ce sont les nouveaux arrivés qui apportent le plus fort contingent à la mortalité. Ce fait remarquable répond péremptoirement à certaines imputations dont l'opinion s'est quelquefois émue, à tort, et qui n'avaient d'autre origine que les déclamations haineuses de criminels chez qui les pires sentiments survivent à la défaite. Si l'administration, comme l'ont répété certains journaux étrangers peu difficiles sur la source de leurs informations, exerçait de mauvais traitements sur la personne des condamnés; si la ration était insuffisante; si, comme ont osé l'avancer certains condamnés, on les laissait mourir littéralement de faim, la statistique des hôpitaux révélerait une mortalité qui, loin d'être inférieure à celle des prisons en France, lui serait de beaucoup supérieure. Il suffit de rappeler que la ration du déporté à son arrivée est la même que celle du marin, pour mettre à néant ces misérables calomnies.

VIVRES.

La ration a dû être modifiée pour un certain nombre de déportés arabes envoyés à la Nouvelle-Calédonie à la suite de la dernière insurrection algérienne.

Les Arabes ne boivent ni vin ni tafia; ces liquides ont été

supprimés en ce qui les concerne. Leur répulsion pour le lard a conduit à remplacer cette denrée par du riz, pour l'assaisonnement duquel on leur délivre une certaine quantité de graisse de bœuf, de graisse de mouton ou d'huile d'olive.

La conduite des déportés pendant l'année 1874 n'a pas été généralement de nature à justifier les dispositions libérales que le Gouvernement avait cru devoir leur appliquer tout d'abord. Au lieu de profiter de la grande liberté d'action qui leur était accordée pour se créer une position par leur travail, la plupart n'y ont vu qu'un moyen de se livrer à leurs instincts de débauche, de paresse et d'indiscipline. Au début, on avait laissé, malgré les observations du département, le commerce des boissons trop libre sur les établissements; des abus très-graves ne tardèrent pas à se produire et on dut substituer aux débits libres des cantines confiées à des personnes choisies par l'administration. Ces cantines ne sont ouvertes qu'à des heures déterminées; la quantité de bière ou de vin à délivrer à chaque homme ne peut dépasser une quantité raisonnable; la vente n'a lieu qu'au comptant; aucune boisson ne peut être consommée sur place. DISCIPLINE.

En dehors des faits délictueux et criminels dont il sera parlé plus loin, l'attitude de la masse des déportés a laissé encore beaucoup à désirer en 1874. Des désordres sérieux se sont produits surtout à l'île des Pins jusqu'aux événements qui ont amené l'enquête confiée au contre-amiral Ribourt. L'esprit d'indiscipline et de révolte en était arrivé à un tel point que la plupart des représentants de l'autorité étaient l'objet d'injures et d'insultes continuelles. Il est juste de constater que cette regrettable attitude s'est sérieusement modifiée depuis quelque temps. La volonté manifeste de l'administration de se montrer équitable envers tous, mais aussi de ne pas tolérer les habitudes

d'insubordination, a su ramener au respect de l'autorité des hommes que l'impunité avait peut-être surexcités. Le nouveau gouverneur signale dans sa correspondance cet heureux changement et il espère en user au profit d'une influence favorable à la colonisation sur ces esprits jusqu'alors réfractaires à toute idée sérieuse d'établissement.

Les autorisations de séjourner sur la Grande-Terre n'ont pas toujours produit de bons résultats. A part quelques déportés qui ont su par leur courage se procurer les moyens de vivre dans l'aisance, la plupart vivaient au jour le jour d'un salaire dont l'élévation eût pu leur permettre cependant d'assurer leur avenir par l'épargne. La plus forte partie de ce salaire servait d'aliment à la débauche. Souvent désœuvrés, presque toujours bruyants et insubordonnés, manifestant par leurs propos moins le regret de leur faute que la rancune de la défaite, beaucoup n'usèrent de la faveur qui leur était faite que pour causer des embarras à l'autorité et favoriser des entreprises coupables; quelques-uns voulurent former des centres d'intrigues politiques où trouvaient bon accueil tous les esprits indisciplinés de la colonie. Là se réunissaient non-seulement les déportés en résidence libre au chef-lieu, mais encore quelques fonctionnaires, heureusement en petit nombre, qui oubliaient assez leurs devoirs pour s'allier aux ennemis de la société. Les réunions les plus importantes avaient lieu chez Rastoul, déporté simple, que des sympathies qu'il n'a pas justifiées avaient fait autoriser à s'établir à Nouméa pour exercer la double profession de médecin et de pharmacien.

D'autres profitèrent de leur liberté pour préparer et faciliter l'évasion de déportés de l'enceinte fortifiée.

Ainsi les déportés simples Jourde et Bastien, autorisés à résider à Nouméa, étaient en rapports journaliers avec ceux de l'enceinte fortifiée par suite des emplois qu'ils occupaient au-

près de deux des principaux commerçants de la ville et qui servaient de prétexte à de fréquents voyages à la presqu'île. Il est certain que ces deux déportés, aidés de Ballière évadé avec eux, ont combiné avec Rochefort, Grousset et Pain les principales dispositions à prendre pour assurer leur fuite. Quant aux arrangements avec le capitaine du P. C. E., bâtiment anglais sur lequel les six évadés se sont embarqués, ils paraissent avoir été pris par un nommé Wallerstein, individu d'origine allemande parti avec eux. Le 19 mars, profitant d'une nuit obscure, Bastien et ses deux compagnons allèrent prendre leurs trois complices à la presqu'île Ducos dans un canot appartenant à leur patron et abordèrent le P. C. E. en rade de Nouméa. Le lendemain 20, ce bâtiment prenait le large pour aller toucher à Newcastle (Australie), où il déposait les six évadés. De là ces derniers se rendirent à Sydney pour s'embarquer à destination de l'Europe.

Les enquêtes minutieuses faites à la suite de cet événement permettent d'attribuer en grande partie le succès de l'évasion à l'insuffisance des mesures de surveillance et à l'inexécution de la plupart de celles que le gouverneur avait cependant prescrites dès le début. (Voir la notice de 1873.) La surveillance par mer était à peu près nulle. La faculté laissée aux déportés de la presqu'île de se loger en dehors de l'enceinte surveillée, les trop grandes facilités données pour les communications avec la ville, leur laissaient toute liberté de s'entendre et de combiner les évasions. Le défaut d'appels quotidiens, notamment, a fait que l'évasion de Rochefort et consorts n'a été connue que quarante-huit heures après le départ des fugitifs.

Le contre-amiral Ribourt, nanti des pouvoirs extraordinaires du Gouvernement, dut prendre certaines mesures pour assurer une surveillance plus réelle de la presqu'île Ducos. Il donna

l'ordre de faire rentrer tous les soirs tous les déportés dans l'enceinte gardée par la troupe, la gendarmerie et les surveillants militaires; les appels devinrent journaliers, d'hebdomadaires qu'ils étaient; des bâtiments de la station locale furent placés le long du rivage, des sémaphores disposés sur les principaux sommets de la presqu'île, et un système de signaux de jour et de nuit organisé entre ces différents postes pour assurer de prompts secours en cas de révolte ou d'évasion.

Enfin, la correspondance de tous les déportés fut soumise au contrôle de l'administration, à l'arrivée et au départ, ainsi que cela a lieu dans tous les établissements pénitentiaires. (Voir page 84.)

La conduite de tous les déportés simples en résidence à Nouméa fut l'objet d'une enquête sévère, et un grand nombre d'entre eux furent renvoyés à l'île des Pins.

Ces mesures ont suffi jusqu'à ce jour, comme il a été dit plus haut, pour empêcher toute nouvelle évasion de la presqu'île Ducos. Quant à la fuite de Rastoul et de dix-huit autres déportés simples, elle s'est produite à l'île des Pins, et la triste issue que paraît avoir eue cette évasion témoigne au moins des difficultés qu'il y a à tenter ces entreprises avec quelque chance de succès.

Crimes, délits et contraventions. — Répression.

Les deux conseils de guerre de la colonie ont fonctionné pendant tout le cours de l'année. Ils connaissent de tous les crimes et délits commis par les déportés. Les condamnations sont moins nombreuses que l'année précédente (90 au lieu de 100), mais les causes en sont beaucoup plus graves. On constate 10 condamnations pour vol, ayant entraîné la prison, au lieu de 3; 17 pour voies de fait, outrages, rébellion, etc., au lieu de 3; 6 pour faux; 16 pour tentatives d'évasion; enfin 4 condamnations à mort pour assassinat.

Un déporté du nom de Saint-Brice, désigné par ses camarades au choix du gouverneur comme délégué, prétendait remplir son mandat en conscience et faire respecter les règlements dans sa section. De là des discussions violentes et des rancunes qui amenèrent une tentative d'assassinat sur la personne de Saint-Brice. Les quatre déportés auteurs de cet attentat furent condamnés à mort et exécutés. Cet acte de rigueur a été d'un salutaire effet; les déportés de l'île des Pins, où furent exécutés les coupables, étaient fatigués des déprédations et des actes de violence commis journellement par une bande de repris de justice qui étaient devenus pour tous un sujet de terreur. La majorité de la population témoigna hautement, par son attitude, la satisfaction qu'elle éprouvait de voir la justice suivre son cours.

Si le nombre des condamnations judiciaires a diminué, celui des punitions disciplinaires s'est considérablement accru en 1874. Elles se sont élevées de 229 à 703. A elle seule, l'ivresse en a motivé 164.

Dans notre première notice nous nous sommes appliqués à faire ressortir la nature des obligations de l'État envers le déporté en exécution de l'article 6 de la loi du 8 juin 1850. Nous avons établi que l'État ne doit du *travail* au déporté que dans la mesure de ses propres besoins et dans la limite des crédits qui lui sont accordés pour les constructions, installations, confections et autres travaux d'utilité publique. Nous avons ajouté qu'il ne doit pourvoir à son entretien que lorsque le déporté est dans l'impossibilité absolue de se procurer du travail ou dans l'impossibilité matérielle de travailler par suite d'infirmités. TRAVAIL.

Il ne fallait cependant appliquer cette doctrine si équitable à ceux qu'elle devait atteindre qu'après leur avoir donné le

temps de trouver les moyens de se suffire à eux-mêmes. Dans ce but, la lettre du 12 septembre 1874, notifiant au gouverneur la résolution concertée entre les départements de la marine et de la justice, l'engageait à prendre certaines dispositions transitoires à l'effet de donner aux bonnes volontés le temps de se manifester utilement et de permettre au déporté de trouver l'emploi de ses aptitudes. Ce n'est qu'en présence d'une mauvaise volonté évidente, d'une paresse invétérée que l'administration se réserve, non pas de supprimer la ration, mais de n'allouer qu'une ration réduite qui est encore égale, il faut le dire, à la ration entière en usage autrefois dans les bagnes.

Les déportés, aux termes de l'arrêté du gouverneur en date du 31 mars 1875, ont un an pour chercher des moyens d'existence dans le travail. Ce n'est qu'après ce délai que la réduction de la ration sera effectuée. (Voir page 93.)

Il y a tout lieu d'espérer que ces mesures, appliquées avec ménagement, mettront un terme aux habitudes d'oisiveté et de débauche qui causaient un véritable scandale dans la colonie. Les dernières correspondances du gouverneur (juin-juillet 1875) font connaître que, tant à l'île des Pins qu'à la presqu'île Ducos, le travail libre paraît s'organiser d'une manière satisfaisante par l'intermédiaire de délégués de l'administration. Les bâtiments revenant de l'île des Pins rapportent des produits de diverse nature qui sont vendus à Nouméa, au profit des producteurs. Le commerce et l'industrie de la ville font à la presqu'île Ducos des commandes qui sont exécutées par les déportés et s'élèvent déjà à un chiffre assez important.

Familles.

Le départ des familles n'a pas suivi la progression à laquelle on était en droit de s'attendre en présence des nombreuses demandes qui s'étaient produites au début de la déportation.

51 familles seulement, comprenant 105 personnes, se sont expatriées dans le courant de l'année 1874.

Beaucoup de femmes qui, dans les premiers temps de la déportation, n'auraient pas hésité à s'expatrier, poussées qu'elles étaient par une misère momentanée, ne songent plus au départ aujourd'hui. D'un autre côté, il faut bien le dire, la conduite tenue par un certain nombre de femmes parties depuis 1873 n'a pas encouragé les déportés à faire venir leur famille, et beaucoup au contraire ont dissuadé leurs femmes de quitter la France.

Il convient de faire ici mention d'un acte qui est venu améliorer sensiblement la situation des familles. Un arrêté du gouverneur, en date du 10 juillet 1874, a élevé à la ration entière le subside alimentaire qui leur était accordé précédemment pour une partie seulement de la ration. (Voir page 61 [1].)

Pour concilier l'intérêt des ouvrières avec les mesures de prudence à prendre en vue d'assurer la garde des condamnés, le département a engagé l'autorité locale soit à confier à ces femmes des travaux pour le compte de l'administration, soit à leur servir d'intermédiaire avec les commerçants de Nouméa. Tel est le but de l'arrêté du gouverneur en date du 12 mars 1875. (Voir page 90.)

Les déportés paraissent en général peu aptes aux travaux de la terre; cependant ceux qui y mettent de la persévérance arrivent à obtenir de bons résultats sur leurs concessions. A l'île des Pins, un certain nombre ont réussi. Quant à l'essai tenté à Moindou, où un centre nouveau a été établi, on ne pourra s'en rendre compte que plus tard. Il s'agit de grandes CONCESSIONS.

(1) Voir la première notice, à la page 167.

cultures qui ne peuvent s'improviser et demandent une longue période préparatoire.

Bibliothèques.

Les livres des bibliothèques ont été très-lus pendant cette année. Un règlement est intervenu pour déterminer les conditions dans lesquelles les livres peuvent être prêtés aux déportés. (Voir page 68.)

Commutations de peines.

Nous croyons utile de faire remarquer en terminant que 299 individus, parmi les déportés envoyés à la Nouvelle-Calédonie, ont été l'objet de mesures de clémence. 71 ont été commués ou graciés depuis leur arrivée dans la colonie, le plus grand nombre par suite de recours en grâce présentés en France, quelques-uns cependant sur la proposition du gouverneur et en raison de leur bonne conduite et de leur persévérance dans le travail.

TABLEAUX STATISTIQUES.

Effectif des convois de déportés.

Numéros des convois.	Noms des bâtiments.	Date du départ.	Date de l'arrivée.	Durée du voyage.	Effectif au départ.	Pertes. Décédés.	Pertes. Évadés.	Pertes. Total.	Effectif à l'arrivée. 1re section.	Effectif à l'arrivée. 2e section.	Effectif à l'arrivée. Total.
				Jours.							
1	Danaé.......	3 mai 1872........	29 septembre 1872.	149	250	1	//	1	63	186	249
2	Guerrière...	13 juin 1872.....	2 novembre 1872..	142	680	3	//	3	232	445	677
3	Garonne.....	9 août 1872......	5 novembre 1872..	88	578	3	//	3	74	501	575
4	Var.........	10 octobre 1872...	9 février 1873....	122	580	4	1	5	146	429	575
5	Orne........	15 janvier 1873...	4 mai 1873........	109	540	2	1	3	85	452	537
6	Calvados....	18 mai 1873.......	27 septembre 1873.	132	560	1	//	1	133	426	559
7	Virginie.....	10 août 1873.....	8 décembre 1873..	120	149	//	//	//	29	120	149
8	Alceste.....	9 avril 1874......	9 août 1874......	122	198	2	//	2	41	155	196
9	Loire.......	1er juin 1874.....	16 octobre 1874...	137	40	5	//	5	2	33	35
			Totaux...............		3,575	21	2	23	805	2,747	3,552
		Venus de la transportation par commutation de peine....							1	2	3
		Arrivés dans la colonie au 1er janvier 1875............							806	2,749	3,555
		Femmes arrivées par *la Virginie*....................							7	13	20

Trois convois sont en cours de voyage. (*Virginie*, 169 déportés; *Calvados*, 59 déportés; *Garonne*, 8 déportés.)

Situation de l'effectif au

DATES.	DÉPORTÉS INSCRITS								
	PRÉSENTS sur les lieux de déportation.			PRÉSENTS dans les hôpitaux.			DÉPORTÉS SIMPLES autorisés à quitter l'île des Pins présents sur la Grande-Terre.		
	Presqu'île Ducos.	Ile des Pins.	TOTAL.	Presqu'île Ducos.	Ile des Pins.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
1er janvier 1874	713	2,077	2,790	16	32	48	371	13	384
1er février	717	2,043	2,760	15	39	54	383	13	396
1er mars	720	2,011	2,731	12	45	57	397	13	410
1er avril	705	2,024	2,729	15	44	59	389	13	402
1er mai	707	2,016	2,723	11	37	48	402	13	415
1er juin	698	1,946	2,644	16	43	59	456	13	469
1er juillet	691	1,951	2,642	15	40	55	458	13	471
1er août	695	2,037	2,732	10	43	53	364	13	377
1er septembre	727	2,176	2,903	17	53	70	364	13	377
1er octobre	722	2,175	2,897	16	45	61	366	13	379
1er novembre	721	2,230	2,951	18	54	72	333	13	346
1er décembre	716	2,256	2,972	22	63	85	294	13	307
1er janvier 1875	716	2,260	2,976	22	66	88	277	13	290

premier jour de chaque mois.

AUX CONTRÔLES.

CONDAMNÉS DANS LA COLONIE à la reclusion. Pres-qu'île Ducos.	à la reclusion. Ile des Pins	à la reclusion. TOTAL.	à l'emprisonnement. Pres-qu'île Ducos.	à l'emprisonnement. Ile des Pins	à l'emprisonnement. TOTAL.	TOTAL.	TOTAL. Presqu'île Ducos.	TOTAL. Ile des Pins.	TOTAL. TOTAL.	DÉPORTÉS rayés des contrôles.	TOTAL ÉGAL à l'effectif des déportés arrivés dans la colonie.	OBSERVATIONS.
"	2	2	10	3	13	15	739	2,498	3,237	107	3,344	
"	4	4	7	4	11	15	739	2,486	3,225	119	3,344	
"	4	4	7	6	13	17	739	2,476	3,215	129	3,344	
"	4	4	7	3	10	14	727	2,477	3,204	140	3,344	
"	4	4	7	3	10	14	725	2,475	3,200	144	3,344	
"	4	4	7	7	14	18	721	2,469	3,190	154	3,344	
"	4	4	8	7	15	19	714	2,473	3,187	157	3,344	
"	4	4	7	9	16	20	712	2,470	3,182	162	3,344	
"	4	4	9	10	19	23	753	2,620	3,373	167	(A) 3,540	(A) Arrivée de *l'Alceste* en août avec 196 déportés.
"	4	4	14	13	27	31	752	2,616	3,368	172	3,540	
"	4	4	14	12	26	30	753	2,646	3,399	176	(B) 3,575	(B) Arrivée de *la Loire* en octobre avec 35 déportés
"	4	4	14	12	26	30	752	2,642	3,394	181	3,575	
"	4	4	14	16	30	34	752	2,636	3,388	187	3,575	

Tableau faisant connaître le nombre des déportés rayés des
au 1er

DATES.	CONDAMNÉS aux travaux forcés avant leur départ de France.	CONDAMNÉS DANS LA COLONIE à la peine des travaux forcés.			GRÂCES ET COMMU								
					BANNISSEMENT.			DÉTENTION.			EMPRISONNEMENT.		
	Enceinte fortifiée.	En-ceinte fortifiée.	Déporta-tion simple.	TOTAL.	En-ceinte fortifiée.	Déporta-tion simple.	TOTAL.	En-ceinte fortifiée.	Déporta-tion simple.	TOTAL.	En-ceinte fortifiée.	Déporta-tion simple.	TOTAL.
Janvier 1874	//	//	1	1	//	//	//	//	1	1	//	1	1
Février	//	//	6	6	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mars	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	1
Avril	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mai	//	3	1	4	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Juin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Juillet	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Août	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1
Septembre	1	//	2	2	//	//	//	//	//	//	//	1	1
Octobre	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Novembre	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Décembre	//	//	1	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAL pour l'année 1874	1	3	11	14	//	//	//	//	1	1	1	3	4
Années précédentes	//	3	//	3	//	2	2	//	8	8	//	21	21
TOTAL GÉNÉRAL au 1er janvier 1875.	1	6	11	17	//	2	2	//	9	9	1	24	25

Déportés inscrits aux contrôles............

Déportés rayés des contrôles..............

TOTAL ÉGAL à l'effectif des déportés arrivés

contrôles par suite de condamnations, commutations de peines ou décès, janvier 1875.

TATIONS DE PEINES.									CONDAMNÉS à l'emprisonnement. Envoyés par erreur à la Nouvelle-Calédonie. Rentrés en France.	ÉVADÉS.			DÉCÉDÉS.			TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPORTÉS rayés des contrôles.		
DÉGRADATION civique.			REMISE ENTIÈRE de la déportation.			TOTAL des commutations de peines.												
Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.	Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.	Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.	Déportation simple.	Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.	Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.	Enceinte fortifiée	Déportation simple.	TOTAL.
"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"	1	1	"	8	8	"	12	12
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	"	10	10
"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	3	3	6	"	4	4	4	7	11
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	"	4	4
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	4	5	4	6	10
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	"	3	3
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3	5	2	3	5
"	"	"	"	2	2	"	3	3	"	"	"	"	"	2	2	"	5	5
"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	4	5
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	3	4	1	3	4
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	4	5	1	4	5
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	5	"	6	6
"	"	"	"	2	2	1	6	7	"	3	5	8	5	45	50	13	67	80
"	1	1	1	1	2	1	33	34	1	"	1	1	19	49	68	23	84	107
"	1	1	1	3	4	2	39	41	1	3	6	9	24	94	118	36	151	187

.... 3,388

.... 187

dans la colonie au 1er janvier 1875.... 3,575

État numérique des déportés présents sur les lieux de déportation au 1er janvier

DÉSIGNATION DES SECTIONS.	DE 15 ANS À 30 ANS.																DE 31 ANS						
	15 ans.	16 ans.	17 ans.	18 ans.	19 ans.	20 ans.	21 ans.	22 ans.	23 ans.	24 ans.	25 ans.	26 ans.	27 ans.	28 ans.	29 ans.	30 ans.	31 ans.	32 ans.	33 ans.	34 ans.	35 ans.	36 ans.	37 ans.
ENCEINTE FORTIFIÉE. (Presqu'île Ducos.)																							
Hommes	//	2	6	7	13	26	30	30	36	21	28	30	26	30	28	29	19	24	25	19	32	25	31
Femmes	//	//	//	//	//	2	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
DÉPORTATION SIMPLE. (Île des Pins.)																							
Hommes	1	9	53	57	91	109	60	82	81	72	63	71	90	79	110	96	88	99	66	93	107	98	94
Femmes	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	1	2	//	//	//	//	//	//	1	2	//
Totaux	1	11	59	64	104	136	91	112	117	93	91	101	117	111	138	125	107	123	91	113	140	125	125

RÉCAPITU

Déportés { de 15 ans à 30 ans ....
de 31 ans à 45 ans ....
de 46 ans à 65 ans ....
dont l'âge est inconnu .... }

Totaux ....

Rayés des contrôles ....

Effectif égal au nombre de déportés arrivés dans la colonie au 1er janvier 1875 ....

1875, faisant connaître leur âge au moment de leur condamnation.

À 45 ANS.								DE 46 ANS À 65 ANS.																				NOMBRE de déportés dont l'âge est inconnu.	TOTAUX des deux SECTIONS.	TOTAL GÉNÉRAL.
38 ans.	39 ans.	40 ans.	41 ans.	42 ans.	43 ans.	44 ans.	45 ans.	46 ans.	47 ans.	48 ans.	49 ans.	50 ans.	51 ans.	52 ans.	53 ans.	54 ans.	55 ans.	56 ans.	57 ans	58 ans.	59 ans.	60 ans.	61 ans.	62 ans.	63 ans.	64 ans.	65 ans.			
21	35	16	20	14	6	18	7	8	11	15	12	8	5	7	1	5	7	2	1	2	//	//	//	//	//	//	//	7	745	752
//	2	//	1	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	7	
96	79	75	64	55	69	59	51	50	39	33	26	32	26	26	13	15	4	15	3	4	5	6	3	3	1	1	1	//	2,623	2,636
//	//	1	//	//	1	//	1	//	//	1	//	//	//	//	1	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	13	
117	116	92	85	69	76	78	59	58	50	49	38	40	31	34	15	21	11	17	4	6	5	6	3	3	1	1	1	7	3,388	3,388

LATION.

1re SECTION.	2e SECTION.	TOTAL.	1re SECTION.	PROPORTION p. o/o.	2e SECTION.	PROPORTION p. o/o.	TOTAL.	PROPORTION p. o/o.
343	1,128	1,471	343	10. 1	1,128	33. 2	1,471	43. 4
317	1,199	1,516	317	9. 3	1,199	35. 3	1,516	44. 7
85	309	394	85	2. 5	309	9. 1	394	11. 6
7	//	7	7	0. 2	//	//	7	0. 2
752	2,636	3,388	752	//	2,636	//	(A) 3,388	//
//	//	187	//	//	//	//	187	//
//	//	3,575	//	//	//	//	3,375	//

(A) L'effectif total a servi de base aux proportions mentionnées à ce tableau.

État numérique des commutations accordées aux déportés des deux degrés, soit avant leur départ de France, soit depuis leur arrivée dans la colonie.

Déportés dont la peine a été commuée																	Condamnés à la peine de mort dont la peine a été commuée en déportation simple.	Condamnés aux travaux forcés à perpétuité dont la peine a été commuée en		
Avant leur départ de France.							Depuis leur arrivée dans la colonie.									Total général.				
Déportation dans une enceinte fortifiée en		Remise de la déportation dans une enceinte fortifiée.	Déportation simple en			Total.	Déportation dans une enceinte fortifiée en		Déportation simple en				Remise de la déportation.		Total.					
déportation simple.	emprisonnement.		bannissement.	détention.	emprisonnement.		déportation simple.	emprisonnement.	bannissement.	détention.	emprisonnement.	dégradation civique.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.				déportation dans une enceinte fortifiée.	déportation simple.	Total.
218	1	1	″	6	2	228	37	1	2	4	22	1	1	3	71	299	2	1	3	4

Tableau faisant connaître les mutations des déportés graciés ou commués, depuis le début de la déportation, et qui, en raison de la nature de leur nouvelle peine, ont le droit de revenir en France.

NATURE DES GRÂCES OU DES COMMUTATIONS.	RESTÉS DANS LA COLONIE.			AYANT QUITTÉ LA COLONIE.			TOTAL GÉNÉRAL.
	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	TOTAL.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	TOTAL.	
Bannissement	//	1	1	//	1	1	2
Détention	//	2	2	//	7	7	9
Emprisonnement	//	11	11	//	14	14	25
Dégradation civique	//	//	//	//	1	1	1
Remise entière de la déportation	//	//	//	1	3	4	4
TOTAUX	//	14	14	1	26	27	41

Tableau numérique faisant connaître la profession des déportés.

Numéros d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. Hommes.	Enceinte fortifiée. Femmes.	Déportation simple. Hommes.	Déportation simple. Femmes.	Total. Enceinte fortifiée.	Total. Déportation simple.	Total. Général.
	Professions libérales.							
1	Architectes	2	//	3	//	2	3	5
2	Caïds	//	//	2	//	//	2	2
3	Cheicks	//	//	1	//	//	1	1
4	Compositeurs de musique	1	//	//	//	1	//	1
5	Étudiants	1	//	1	//	1	1	2
6	Hommes de lettres	3	//	6	//	3	6	9
7	Ingénieurs	3	//	1	//	3	1	4
8	Instituteurs	2	//	//	//	2	//	2
9	Institutrices	//	1	//	//	1	//	1
10	Khammès	//	//	1	//	//	1	1
11	Marabouts	//	//	1	//	//	1	1
12	Médecins	//	//	1	//	//	1	1
13	Musiciens	//	//	1	//	//	1	1
14	Professeurs de langues	1	//	//	//	1	//	1
15	——— libres	//	//	1	//	//	1	1
16	——— de mathématiques	1	//	1	//	1	1	2
17	——— de musique	//	//	2	//	//	2	2
18	Vétérinaires	1	//	//	//	1	//	1
	Totaux	15	1	22	//	16	22	38
	Commerçants et industriels.							
1	Bouchers	2	//	2	//	2	2	4
2	Brocanteurs	2	//	5	//	2	5	7
3	Cabaretiers	//	//	1	//	//	1	1
4	Charbonniers	//	//	2	//	//	2	2
5	Charcutiers	//	//	1	//	//	1	1
6	Drapiers	//	//	1	//	//	1	1
7	Entrepreneurs de bâtiments	2	//	//	//	2	//	2
8	Fabricants de caoutchouc	//	//	2	//	//	2	2
9	Facteurs de pianos	//	//	2	//	//	2	2
10	Grainetiers	//	//	2	//	//	2	2
	A reporter	6	//	18	//	6	18	24

Numéros d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. Hommes.	Enceinte fortifiée. Femmes.	Déportation simple. Hommes.	Déportation simple. Femmes.	Total. Enceinte fortifiée.	Total. Déportation simple.	Total. Général.
	Report	6	//	18	//	6	18	24
11	Limonadiers	2	//	7	//	2	7	9
12	Loueurs de voitures	1	//	//	//	1	//	1
13	Marchandes de friture	//	//	//	1	//	1	1
14	Marchands ambulants	2	//	7	//	2	7	9
15	——— d'articles de Paris	//	//	1	//	//	1	1
16	——— de bois	//	//	2	//	//	2	2
17	——— de bouillon	//	//	1	//	//	1	1
18	——— de chaussures	1	//	1	//	1	1	2
19	——— de chevaux	//	//	2	//	//	2	2
20	——— forains	1	//	1	//	1	1	2
21	——— de fromages	//	//	1	//	//	1	1
22	——— d'habits	//	//	1	//	//	1	1
23	——— de journaux	//	//	1	//	//	1	1
24	——— de parapluies	//	//	1	//	//	1	1
25	——— des quatre-saisons	1	//	9	//	1	9	10
26	——— de vins	12	//	20	//	12	20	32
27	——— de volailles	//	//	1	//	//	1	1
28	Négociants	//	//	3	//	//	3	3
29	Restaurateurs	//	//	3	//	//	3	3
30	Rôtisseurs	1	//	//	//	1	//	1
	Totaux	27	//	80	1	27	81	108
	Ouvriers en métaux.							
1	Ajusteurs mécaniciens	6	//	18	//	6	18	24
2	Argenteurs	//	//	1	//	//	1	1
3	Armuriers	2	//	5	//	2	5	7
4	Calibreurs	//	//	1	//	//	1	1
5	Chaîniers	//	//	1	//	//	1	1
6	Chaudronniers	2	//	11	//	2	11	13
7	Cloutiers	//	//	4	//	//	4	4
8	Couteliers	1	//	5	//	1	5	6
9	Fabricants de coffres-forts	1	//	//	//	1	//	1
10	——— d'outils	//	//	1	//	//	1	1
11	Ferblantiers	3	//	10	//	3	10	13
12	Fondeurs	2	//	24	//	2	24	26
13	Forgerons	6	//	21	//	6	21	27
14	Fourbisseurs	//	//	1	//	//	1	1
	A reporter	23	//	103	//	23	103	126

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	ENCEINTE FORTIFIÉE.		DÉPORTATION SIMPLE.		TOTAL		
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	ENCEINTE fortifiée.	DÉPORTATION simple.	GÉNÉRAL.
	Report	23	//	103	//	23	103	126
15	Fraiseurs	//	//	1	//	//	1	1
16	Frappeurs	2	//	8	//	2	8	10
17	Grillageurs	//	//	1	//	//	1	1
18	Lamineurs	1	//	1	//	1	1	2
19	Limeurs	//	//	2	//	//	2	2
20	Maréchaux ferrants	3	//	10	//	3	10	13
21	Mécaniciens	17	//	38	//	17	38	55
22	Monteurs en bronze	//	//	6	//	//	6	6
23	Mouleurs	//	//	7	//	//	7	7
24	Orfévres	1	//	2	//	1	2	3
25	Perceurs	1	//	3	//	1	3	4
26	Plombiers	4	//	26	//	4	26	30
27	Polisseurs	//	//	4	//	//	4	4
28	Puddleurs	//	//	2	//	//	2	2
29	Riveurs	//	//	1	//	//	1	1
30	Serruriers	18	//	69	//	18	69	87
31	Sertisseurs	//	//	1	//	//	1	1
32	Taillandiers	//	//	2	//	//	2	2
33	Tailleurs sur acier	//	//	1	//	//	1	1
34	——— de limes	//	//	2	//	//	2	2
35	Tôliers	//	//	4	//	//	4	4
36	Tourneurs en cuivre	3	//	6	//	3	6	9
37	——— en optique	//	//	1	//	//	1	1
38	Tubistes	//	//	1	//	//	1	1
	Totaux	73	//	302	//	73	302	375
	Ouvriers en bois.							
1	Canniers	//	//	4	//	//	4	4
2	Chaisiers	//	//	3	//	//	3	3
3	Charpentiers	11	//	20	//	11	20	31
4	Charrons	//	//	5	//	//	5	5
5	Coupeurs d'allumettes	//	//	1	//	//	1	1
6	Ébénistes	7	//	50	//	7	50	57
7	Emballeurs-layetiers	3	//	13	//	3	13	16
8	Fabricants de malles	//	//	1	//	//	1	1
9	——— de meubles	//	//	2	//	//	2	2
10	Galochiers	1	//	2	//	1	2	3
	A reporter	22	//	101	//	22	101	123

Numéros d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. Hommes.	Enceinte fortifiée. Femmes.	Déportation simple. Hommes.	Déportation simple. Femmes.	Total. Enceinte fortifiée.	Total. Déportation simple.	Total. Général.
	Report	22	//	101	//	22	101	123
11	Menuisiers	18	//	80	//	18	80	98
12	Plaqueurs	//	//	2	//	//	2	2
13	Scieurs de long	4	//	5	//	4	5	9
14	Tonneliers	2	//	14	//	2	14	16
15	Tourneurs en bois	4	//	16	//	4	16	20
16	Treillageurs	//	//	2	//	//	2	2
17	Vanniers	//	//	4	//	//	4	4
	Totaux	50	//	224	//	50	224	274
	Ouvriers du bâtiment autres que les ouvriers en métaux et en bois.							
1	Canneleurs en bâtiments	1	//	1	//	1	1	2
2	Carreleurs	//	//	5	//	//	5	5
3	Carriers	2	//	15	//	2	15	17
4	Cimentiers	//	//	1	//	//	1	1
5	Cintreurs	//	//	1	//	//	1	1
6	Couvreurs	8	//	36	//	8	36	44
7	Fumistes	8	//	28	//	8	28	36
8	Maçons	34	//	161	//	34	161	195
9	Manœuvres	7	//	11	//	7	11	18
10	Métreurs	//	//	4	//	//	4	4
11	Mouluriers	//	//	1	//	//	1	1
12	Ornemanistes	//	//	2	//	//	2	2
13	Ouvriers gaziers	//	//	1	//	//	1	1
14	Parqueteurs	//	//	8	//	//	8	8
15	Peintres en bâtiments	12	//	72	//	12	72	84
16	Scieurs de pierres	1	//	12	//	1	12	13
17	Sculpteurs	3	//	13	//	3	13	16
18	Tailleurs de pierres	7	//	31	//	7	31	38
19	Zingueurs	4	//	3	//	4	3	7
	Totaux	87	//	406	//	87	406	493
	Ouvriers pour vêtements.							
1	Apprêteurs d'étoffes	3	//	3	//	3	3	6
2	Cordonniers	35	//	113	//	35	113	148
3	Coupeurs de chaussures	1	//	5	//	1	5	6
4	——— de chemises	//	//	1	//	//	1	1
5	——— de velours	//	//	1	//	//	1	1
	A reporter	39	//	123	//	39	123	162

Numéros d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. Hommes.	Enceinte fortifiée. Femmes.	Déportation simple. Hommes.	Déportation simple. Femmes.	Total. Enceinte fortifiée.	Total. Déportation simple.	Total. Général.
	Report	39	//	123	//	39	123	162
6	Couturières	//	2	//	2	2	2	4
7	Cravatiers	//	//	1	//	//	1	1
8	Culottiers	//	//	1	//	//	1	1
9	Fabricants d'équipements militaires	//	1	1	//	1	1	2
10	——— de lingerie	1	//	1	//	1	1	2
11	Fourreurs	//	//	1	//	//	1	1
12	Gantiers	//	//	3	//	//	3	3
13	Lingères	//	//	//	1	//	1	1
14	Passementiers	1	//	7	//	1	7	8
15	Plumassiers	//	//	1	//	//	1	1
16	Satineurs	//	//	1	//	//	1	1
17	Tailleurs d'habits	5	//	35	//	5	35	40
18	Visseurs de chaussures	1	//	1	//	1	1	2
	Totaux	47	3	176	3	50	179	229
	Employés divers.							
1	Agents d'affaires	//	//	4	//	//	4	4
2	——— de commerce	//	//	1	//	//	1	1
3	Clercs d'huissier	//	//	4	//	//	4	4
4	Commis	4	//	9	//	4	9	13
5	Comptables	11	//	21	//	11	21	32
6	Employés	33	//	107	//	33	107	140
7	Garçons de bureau	1	//	1	//	1	1	2
8	——— de magasin	3	//	17	//	3	17	20
9	——— de recette	//	//	2	//	//	2	2
10	Représentants de commerce	1	//	4	//	1	4	5
11	Voyageurs de commerce	3	//	9	//	3	9	12
	Totaux	56	//	179	//	56	179	235
	Ouvriers pour les travaux de la terre.							
1	Agronomes	//	//	1	//	//	1	1
2	Champignonnistes	//	//	2	//	//	2	2
3	Cultivateurs	3	//	32	//	3	32	35
4	Jardiniers	6	//	11	//	6	11	17
5	——— fleuristes	2	//	2	//	2	2	4
6	Laboureurs	//	//	1	//	//	1	1
7	Terrassiers	11	//	56	//	11	56	67
8	Vignerons	//	//	1	//	//	1	1
	Totaux	22	//	106	//	22	106	128

Numéros d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. Hommes.	Enceinte fortifiée. Femmes.	Déportation simple. Hommes.	Déportation simple. Femmes.	Total. Enceinte fortifiée.	Total. Déportation simple.	Total général.
	Professions diverses.							
1	Artistes dramatiques	2	//	3	//	2	3	5
2	Banquiers	//	//	1	//	//	1	1
3	Bardeurs	1	//	//	//	1	//	1
4	Bateliers	1	//	//	//	1	//	1
5	Batteurs d'or	//	//	1	//	//	1	1
6	Bijoutiers	9	//	26	//	9	26	35
7	Bimbelotiers	2	//	1	//	2	1	3
8	Blanchisseurs	1	//	5	//	1	5	6
9	Blanchisseuses	//	//	//	2	//	2	2
10	Bombeurs de verres	//	//	2	//	//	2	2
11	Bonnetiers	3	//	3	//	3	3	6
12	Bouchonniers	//	//	1	//	//	1	1
13	Boulangers	9	//	19	//	9	19	28
14	Bourreliers	2	//	2	//	2	2	4
15	Boutonniers	3	//	3	//	3	3	6
16	Brasseurs	//	//	1	//	//	1	1
17	Briquetiers	2	//	8	//	2	8	10
18	Brocheurs	//	//	3	//	//	3	3
19	Brodeurs	2	//	//	//	2	//	2
20	Bronzeurs	//	//	2	//	//	2	2
21	Brossiers	1	//	11	//	1	11	12
22	Brunisseurs	//	//	1	//	//	1	1
23	Cambruriers	1	//	3	//	1	3	4
24	Cantonniers	1	//	1	//	1	1	2
25	Capitaines au long cours	1	//	//	//	1	//	1
26	Cardeurs	//	//	1	//	//	1	1
27	Cartiers	//	//	1	//	//	1	1
28	Cartonniers	//	//	8	//	//	8	8
29	Casquetiers	//	//	1	//	//	1	1
30	Chapeliers	4	//	12	//	4	12	16
31	Chasseurs	//	//	1	//	//	1	1
32	Chauffeurs	5	//	13	//	5	13	18
33	Chiffonniers	3	//	9	//	3	9	12
34	Ciseleurs	4	//	16	//	4	16	20
35	Coiffeurs	3	//	25	//	3	25	28
36	Coiffeuses	//	//	//	1	//	1	1
37	Commissionnaires	1	//	5	//	1	5	6
38	Confiseurs	//	//	1	//	//	1	1
	A reporter	61	//	190	3	61	193	254

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	ENCEINTE FORTIFIÉE.		DÉPORTATION SIMPLE.		TOTAL		
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	ENCEINTE fortifiée.	DÉPORTATION simple.	GÉNÉRAL.
	Report............	61	//	190	3	61	193	254
39	Cordiers	2	//	1	//	2	1	3
40	Corroyeurs	4	//	19	//	4	19	23
41	Couronniers	//	//	1	//	//	1	1
42	Courtiers	3	//	12	//	3	12	15
43	Couverturiers	//	//	1	//	//	1	1
44	Crémiers	2	//	1	//	2	1	3
45	Cuisiniers	5	//	23	//	5	23	28
46	Dépolisseurs sur verres	//	//	2	//	//	2	2
47	Dessinateurs	2	//	7	//	2	7	9
48	Distillateurs	//	//	2	//	//	2	2
49	Doreurs sur métaux	//	//	12	//	//	12	12
50	——— sur bois	//	//	5	//	//	5	5
51	Égoutiers	//	//	1	//	//	1	1
52	Émailleurs	1	//	1	//	1	1	2
53	Estampeurs	//	//	4	//	//	4	4
54	Étameurs	//	//	1	//	//	1	1
55	Éventaillistes	//	//	1	//	//	1	1
56	Fabricants d'encriers	//	//	1	//	//	1	1
57	——— d'huiles	//	//	1	//	//	1	1
58	——— de jouets d'enfants	2	//	//	//	2	//	2
59	——— de papiers peints	//	//	1	//	//	1	1
60	——— de parapluies	1	//	//	//	1	//	1
61	——— de sacs	//	//	1	//	//	1	1
62	——— de savons	//	//	1	//	//	1	1
63	——— d'ustensiles de pêche	//	//	1	//	//	1	1
64	Facteurs d'imprimerie	//	//	1	//	//	1	1
65	Faïenciers	1	//	2	//	1	2	3
66	Feuillagistes	//	//	2	//	//	2	2
67	Filateurs	//	//	1	//	//	1	1
68	Fileurs	//	//	1	//	//	1	1
69	Filtriers	1	//	//	//	1	//	1
70	Fleuristes	1	//	1	//	1	1	2
71	Fontainiers	1	//	//	//	1	//	1
72	Gaîniers	//	//	3	//	//	3	3
73	Garçons bouchers	1	//	11	//	1	11	12
74	Gaziers	//	//	2	//	//	2	2
75	Géomètres	//	//	1	//	//	1	1
76	Glaceurs	//	//	2	//	//	2	2
77	Glaciers	//	//	1	//	//	1	1
	A reporter..........	88	//	318	3	88	321	409

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	ENCEINTE FORTIFIÉE. Hommes.	ENCEINTE FORTIFIÉE. Femmes.	DÉPORTATION SIMPLE. Hommes.	DÉPORTATION SIMPLE. Femmes.	TOTAL. ENCEINTE fortifiée.	TOTAL. DÉPORTATION simple.	TOTAL. GÉNÉRAL.
	Report	88	//	318	3	88	321	409
78	Graveurs	//	//	11	//	//	11	11
79	Herboristes	//	//	2	//	//	2	2
80	Hongreurs	//	//	2	//	//	2	2
81	Horlogers	1	//	11	//	1	11	12
82	Imprimeurs	5	//	30	//	5	30	35
83	——— sur papiers peints	2	//	//	//	2	//	2
84	Infirmiers	1	//	1	//	1	1	2
85	Journalières	//	1	//	2	1	2	3
86	Journaliers	65	//	205	//	65	205	270
87	Journalistes	1	//	2	//	1	2	3
88	Joailliers	//	//	1	//	//	1	1
89	Lampistes	//	//	1	//	//	1	1
90	Lapidaires	//	//	1	//	//	1	1
91	Lithographes	//	//	10	//	//	10	10
92	Lunetiers	//	//	1	//	//	1	1
93	Machinistes	//	//	4	//	//	4	4
94	Maîtres d'escrime	//	//	1	//	//	1	1
95	——— d'hôtel	1	//	1	//	1	1	2
96	Manouvriers	//	//	1	//	//	1	1
97	Matelassiers	//	//	2	//	//	2	2
98	Marbriers	4	//	6	//	4	6	10
99	Marins et matelots	//	//	2	//	//	2	2
100	Maroquiniers	1	//	6	//	1	6	7
101	Mégissiers	3	//	4	//	3	4	7
102	Meuleurs	//	//	1	//	//	1	1
103	Meuniers	1	//	3	//	1	3	4
104	Mineurs	//	//	11	//	//	11	11
105	Moufletiers	//	//	1	//	//	1	1
106	Officiers de la marine marchande	//	//	1	//	//	1	1
107	Opticiens	1	//	5	//	1	5	6
108	Papetiers	5	//	5	//	5	5	10
109	Parfumeurs	1	//	//	//	1	//	1
110	Pâtissiers	//	//	1	//	//	1	1
111	Paveurs	//	//	1	//	//	1	1
112	Pêcheurs	//	//	1	//	//	1	1
113	Peintres sur bijoux	//	//	1	//	//	1	1
114	——— décorateurs	3	//	4	//	3	4	7
115	——— sur porcelaine	//	//	1	//	//	1	1
116	——— en voitures	//	//	1	//	//	1	1
	A reporter	183	1	660	5	184	665	849

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	ENCEINTE FORTIFIÉE.		DÉPORTATION SIMPLE.		TOTAL		
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	ENCEINTE fortifiée.	DÉPORTATION simple.	GÉNÉRAL.
	Report	183	1	660	5	184	665	849
117	Pelletiers	″	″	2	″	″	2	2
118	Pharmaciens	1	″	″	″	1	″	1
119	Photographes	3	″	4	″	3	4	7
120	Piqueurs de grès	″	″	1	″	″	1	1
121	Placiers	″	″	2	″	″	2	2
122	Plâtriers	″	″	1	″	″	1	1
123	Potiers	″	″	1	″	″	1	1
124	Portefaix	″	″	1	″	″	1	1
125	Portefeuillistes	″	″	2	″	″	2	2
126	Porteurs aux halles	4	″	9	″	4	9	13
127	Propriétaires	″	″	4	″	″	4	4
128	Puisatiers	″	″	2	″	″	2	2
129	Quincailliers	″	″	2	″	″	2	2
130	Raffineurs	3	″	8	″	3	8	11
131	Régleurs	″	″	1	″	″	1	1
132	Régleuses	″	″	″	1	″	1	1
133	Relieurs	4	″	9	″	4	9	13
134	Relieuses	″	1	″	″	1	″	1
135	Rémouleurs	″	″	1	″	″	1	1
136	Rentiers	1	″	″	″	1	″	1
137	Scieurs à la mécanique	″	″	2	″	″	2	2
138	——— de bois	″	″	1	″	″	1	1
139	Selliers	3	″	11	″	3	11	14
140	Sommeliers	″	″	2	″	″	2	2
141	Souffleurs de verres	″	″	2	″	″	2	2
142	Surveillants de voitures	″	″	1	″	″	1	1
143	Tabletiers	1	″	3	″	1	3	4
144	Tailleurs sur cristaux	″	″	2	″	″	2	2
145	Talonniers	″	″	1	″	″	1	1
146	Tanneurs	2	″	7	″	2	7	9
147	Tapissiers	8	″	7	″	8	7	15
148	Teinturiers	6	″	8	″	6	8	14
149	Tisserands	″	″	4	″	″	4	4
150	Tisseurs	1	″	7	″	1	7	8
151	Tondeurs de chevaux	″	″	2	″	″	2	2
152	Tourneurs sur porcelaine	″	″	1	″	″	1	1
153	Typographes	6	″	20	″	6	20	26
154	Veloutiers	1	″	″	″	1	″	1
155	Vernisseurs	″	″	4	″	″	4	4
	A reporter	227	2	795	6	229	801	1,030

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	ENCEINTE FORTIFIÉE.		DÉPORTATION SIMPLE.		TOTAL		
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	ENCEINTE fortifiée.	DÉPORTATION simple.	GÉNÉRAL.
	Report	227	2	795	6	229	801	1,030
156	Verriers	//	//	1	//	//	1	1
157	Vidangeurs	1	//	2	//	1	2	3
158	Voiliers	//	//	2	//	//	2	2
	TOTAUX	228	2	800	6	230	806	1,036
	Au service d'autrui.							
1	Bergers	//	//	1	//	//	1	1
2	Bouviers	1	//	//	//	1	//	1
3	Camionneurs	1	//	//	//	1	//	1
4	Charretiers	5	//	32	//	5	32	37
5	Cochers	8	//	32	//	8	32	40
6	Concierges	//	//	6	//	//	6	6
7	Domestiques	//	//	14	//	//	14	14
8	Garçons de bains	//	//	1	//	//	1	1
9	——— blanchisseurs	//	//	1	//	//	1	1
10	——— de café	1	//	7	//	1	7	8
11	——— charbonniers	//	//	2	//	//	2	2
12	——— de cuisine	2	//	7	//	2	7	9
13	——— épiciers	1	//	2	//	1	2	3
14	——— faïenciers	//	//	1	//	//	1	1
15	——— d'hôtel	//	//	1	//	//	1	1
16	——— de laboratoire	1	//	//	//	1	//	1
17	——— laitiers	//	//	1	//	//	1	1
18	——— de lavoir	//	//	1	//	//	1	1
19	——— limonadiers	3	//	5	//	3	5	8
20	——— d'office	//	//	1	//	//	1	1
21	——— marchands de vins	2	//	21	//	2	21	23
22	——— de restaurant	//	//	6	//	//	6	6
23	——— de salle	//	//	4	//	//	4	4
24	Hommes de peine	8	//	25	//	8	25	33
25	Palefreniers	//	//	2	//	//	2	2
26	Rouliers	//	//	1	//	//	1	1
27	Valets de chambre	//	//	4	//	//	4	4
	TOTAUX	33	//	178	//	33	178	211
//	Militaires en désertion	87	//	102	//	87	102	189
//	Sans profession	9	1	19	//	10	19	29
//	Professions inconnues	11	//	29	3	11	32	43

RÉCAPITULATION.

N°s d'ordre.	Désignation des professions.	Enceinte fortifiée. 1re section. Hommes	Enceinte fortifiée. 1re section. Femmes	Déportation simple. 2e section. Hommes	Déportation simple. 2e section. Femmes	Total. Enceinte fortifiée. 1re section.	Total. Déportation simple. 2e section.	Total. Général	Nombre de professions.	Nombre moyen d'individus par profession.
1	Professions libérales	15	1	22	//	16	22	38	18	2.1
2	Commerçants et industriels	27	//	80	1	27	81	108	30	3.6
3	Ouvriers en métaux	73	//	302	//	73	302	375	38	9.8
4	Ouvriers en bois	50	//	224	//	50	224	274	17	16.1
5	Ouvriers du bâtiment autres que les ouvriers en métaux et en bois	87	//	406	//	87	406	493	19	25.9
6	Ouvriers pour vêtements	47	3	176	3	50	179	229	18	12.7
7	Employés divers	56	//	179	//	56	179	235	11	21.3
8	Ouvriers pour les travaux de la terre	22	//	106	//	22	106	128	8	16.0
9	Professions diverses	228	2	800	6	230	806	1,036	158	6.5
10	Au service d'autrui	33	//	178	//	33	178	211	27	7.8
	Totaux des professions connues.	638	6	2,473	10	644	2,483	3,127	344	//
11	Militaires en désertion	87	//	102	//	87	102	189	//	//
12	Sans profession	9	1	19	//	10	19	29	//	//
13	Professions inconnues	11	//	29	3	11	32	43	//	//
	Totaux	745	7	2,623	13	752	2,636	3,388	//	//
	Rayés des contrôles							187	//	//
	Total égal à l'effectif des déportés arrivés dans la colonie au 1er janvier 1875.							3,575	//	//

Tableau faisant connaître la répartition des déportés sur les établissements et sur la Grande-Terre au 1er janvier 1875.

DÉSIGNATION des sexes.	NOMBRE DE DÉPORTÉS PRÉSENTS sur les lieux de déportation.			NOMBRE DE DÉPORTÉS SIMPLES PRÉSENTS SUR LA GRANDE-TERRE. INDICATION DES LOCALITÉS QU'ILS HABITENT.												TOTAL		
	Presqu'île Ducos. — Enceinte fortifiée. — 1re section.	Ile des Pins. — Déportation simple. — 2e section.	TOTAL.	Nouméa.	Uraï.	Gomen.	Balade.	Manghine.	Kanala.	Bouloupari.	Koëtempoë.	Païta.	Dumbéa.	Pont-des-Français.	TOTAL des déportés de la 2e section présents sur la Grande-Terre.	ENCEINTE fortifiée. — 1re section.	DÉPORTATION simple. — 2e section.	GÉNÉRAL.
Hommes......	745	2,344	3,089	152	72	19	10	2	2	2	2	3	8	7	279	745	2,623	3,368
Femmes.......	7	2	9	11	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	11	7	13	20
Totaux...	752	2,346	3,098	163	72	19	10	2	2	2	2	3	8	7	290	752	2,636	3,388

Tableau numérique des déportés simples autorisés à se rendre sur la Grande-Terre en 1874.

DATES.	AUTORISÉS à quitter l'île des Pins pour se rendre sur la Grande-Terre.	MUTATIONS. Réintégrés à l'île des Pins: sur leur demande.	Réintégrés à l'île des Pins: par suite d'inconduite.	Réintégrés à l'île des Pins: par suite de condamnation.	Évadés.	Décédés: par maladie.	Décédés: par accident.
Janvier 1874	30	1	17	1	1	1	"
Février	30	1	1	"	"	"	"
Mars	"	2	1	3	3	1	"
Avril	14	"	8	"	"	"	"
Mai	53	1	"	"	1	1	"
Juin	"	7	2	2	"	"	"
Juillet	"	1	75	2	"	"	"
Août	"	"	5	2	"	"	"
Septembre	"	"	1	"	"	"	"
Octobre	"	3	23	1	"	"	"
Novembre	"	"	33	"	"	"	2
Décembre	"	"	18	"	"	"	"
Totaux	127	16	184	11	5	3	2
Années 1872 et 1873	427	19	11	2	1	7	3
		35	195	13	6	10	5
Totaux	554	264					
Nombre de déportés présents sur la Grande-Terre au 1er janvier 1875	290						

Tableau n° 10.

État des déportés présents dans les hôpitaux des établissements de la déportation, au dernier de chaque mois, pendant l'année 1874.

DATES.	EFFECTIF de la presqu'île Ducos. — Enceinte fortifiée.	EFFECTIF de l'île des Pins. — Déportation simple.	EFFECTIF TOTAL.	MALADES à la presqu'île Ducos. — Enceinte fortifiée.	MALADES à l'île des Pins. — Déportation simple.	MALADES TOTAL.	DÉCÈS par maladie.
31 janvier 1874	739	2,090	2,829	15	39	54	4
28 février	739	2,066	2,805	12	45	57	4
31 mars	727	2,075	2,802	15	44	59	4
30 avril	725	2,060	2,785	11	37	48	4
31 mai	721	2,000	2,721	16	43	59	5
30 juin	714	2,002	2,716	15	40	55	3
31 juillet	712	2,093	2,805	10	43	53	5
31 août	753	2,243	2,996	17	53	70	2
30 septembre	752	2,237	2,989	16	45	61	1
31 octobre	753	2,300	3,053	18	54	72	4
30 novembre	752	2,335	3,087	22	63	85	3
31 décembre	752	2,346	(A) 3,098	22	66	88	5
Total des décès au 1er janvier 1875							44

(A) Ce chiffre est inférieur à l'effectif total, parce qu'il ne comprend pas les hommes et les femmes de la déportation simple autorisés à quitter l'île des Pins et présents sur la Grande-Terre.

État numérique des déportés décédés du mois d'octobre 1872 au 1er janvier 1875.

DATES.	CAUSES DES DÉCÈS.												TOTAL GÉNÉRAL.
	PAR MALADIES.										par ACCIDENTS.	EXÉCUTÉS.	
	Fièvre typhoïde.	Dyssenterie et diarrhée.	Scorbut.	Insolation.	Affections de poitrine.	Affections de l'estomac.	Affections du cœur.	Affections du cerveau.	Diverses.	TOTAL.			
Janvier 1874	//	1	//	//	//	//	1	//	2	4	//	4	8
Février	//	//	//	//	2	//	1	//	1	4	//	//	4
Mars	//	1	//	//	1	//	1	//	1	4	//	//	4
Avril	//	//	//	//	//	//	1	1	2	4	//	//	4
Mai	//	1	//	//	4	//	//	//	//	5	//	//	5
Juin	//	1	//	//	1	1	//	//	//	3	//	//	3
Juillet	//	//	//	//	3	2	//	//	//	5	//	//	5
Août	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	//	//	2
Septembre	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	//	1
Octobre	//	1	//	//	2	//	//	//	1	4	//	//	4
Novembre	//	//	//	//	2	//	1	//	//	3	2	//	5
Décembre	//	1	//	//	4	//	//	//	//	5	//	//	5
Total pour l'année 1874	//	6	//	//	19	3	5	1	10	44	2	4	50
Années précédentes	13	16	1	1	7	3	3	6	14	64	4	//	68
Total général des décès au 1er janvier 1875	13	22	1	1	26	6	8	7	24	108	6	4	118

TABLEAU N° 12.

ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES DES DÉPORTÉS.

État faisant connaître les antécédents

DÉSIGNATION des SECTIONS.	PEINE de MORT. Nombre d'individus condamnés.	PEINE de MORT. Nombre de jugements prononcés.	PEINE des TRAVAUX forcés. Nombre d'individus condamnés.	PEINE des TRAVAUX forcés. Nombre de jugements prononcés.	PEINE de la DÉTENTION. Nombre d'individus condamnés.	PEINE de la DÉTENTION. Nombre de jugements prononcés.	PEINE de la RECLUSION. Nombre d'individus condamnés.	PEINE de la RECLUSION. Nombre de jugements prononcés.	PEINE des TRAVAUX publics. Nombre d'individus condamnés.	PEINE des TRAVAUX publics. Nombre de jugements prononcés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les propriétés. Vol, escroquerie, abus de confiance, pillage, dévastation, bris de clôtures, etc. Nombre d'individus condamnés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les propriétés. Vol, escroquerie, abus de confiance, pillage, dévastation, bris de clôtures, etc. Nombre de jugements prononcés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Coups et blessures, rébellion, outrages à des agents de la force publique, cris séditieux. Nombre d'individus condamnés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Coups et blessures, rébellion, outrages à des agents de la force publique, cris séditieux. Nombre de jugements prononcés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Vagabondage et mendicité. Nombre d'individus condamnés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Vagabondage et mendicité. Nombre de jugements prononcés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Attentats aux mœurs, outrages publics à la pudeur, adultère. Nombre d'individus condamnés.	EMPRISONNEMENT. ATTENTATS contre les personnes. Attentats aux mœurs, outrages publics à la pudeur, adultère. Nombre de jugements prononcés.
1re section	//	//	3	3	//	//	3	3	8	8	217	777	50	134	21	100	10	51
2e section	1	1	1	1	2	2	3	3	4	4	503	1,421	210	434	93	275	40	57
TOTAUX	(A) 1	1	4	4	2	2	6	6	12	12	720	2,198	260	568	114	375	50	108

(A) Mis en liberté le 5 septembre 1870, en vertu d'un décret d'amnistie du Gouvernement de la défense nationale.

judiciaires des déportés. (Hommes.)

Causes diverses. Nombre d'individus condamnés.	Causes diverses. Nombre de jugements prononcés.	Amendes. Nombre d'individus condamnés.	Amendes. Nombre de jugements prononcés.	Peine des fers. Nombre d'individus condamnés.	Peine des fers. Nombre de jugements prononcés.	Peine du boulet. Nombre d'individus condamnés.	Peine du boulet. Nombre de jugements prononcés.	Totaux. Nombre d'individus condamnés.	Totaux. Nombre de jugements prononcés.	Proportion p. o/o de repris de justice pour l'effectif de l'enceinte fortifiée. 1re section. — Presqu'île Ducos.	Proportion p. o/o de repris de justice pour l'effectif de la déportation simple. 2e section. — Ile des Pins.	Proportion p. o/o de repris de justice pour l'effectif total.	Effectif des déportés sans antécédents judiciaires. Enceinte fortifiée. 1re section. — Presqu'île Ducos.	Effectif des déportés sans antécédents judiciaires. Déportation simple. 2e section. — Ile des Pins.	Dont les antécédents judiciaires ne sont pas connus. Enceinte fortifiée. 1re section. — Presqu'île Ducos.	Dont les antécédents judiciaires ne sont pas connus. Déportation simple. 2e section. — Ile des Pins.	Ayant subi des condamnations. Enceinte fortifiée. 1re section. — Presqu'île Ducos.	Ayant subi des condamnations. Déportation simple. 2e section. — Ile des Pins.	Total. De l'effectif de l'enceinte fortifiée. 1re section. — Presqu'île Ducos.	Total. De l'effectif de la déportation simple. 2e section. — Ile des Pins.	Total général.
28	47	7	7	//	//	1	1	348	1,131	(B) 47 p.0/0	//	(D) 40 p.0/0	387	1,500	78	329	348	933	813	2,762	3,575
53	69	17	18	3	3	3	3	933	2,291	//	(C) 38 p.0/0										
81	116	24	25	3	3	4	4	1,281	3,422	....	....	....	1,887		407		1,281				

(B) Cette proportion a été établie sur l'effectif de la 1re section.. 813 moins le nombre des déportés.. 78 dont les antécédents ne sont pas connus.
(C) Cette proportion a été établie sur l'effectif de la 2e section... 2,762 *idem*........................ 329 *idem.*

(D) Total.................. 3,575 *idem*........................ 407 *idem.*

État numérique des déportés condamnés par les tribunaux de la colonie

DATES.	CONDAMNATIONS PRONONCÉES PAR LES TRIBUNAUX								
	MORT.	TRAVAUX FORCÉS.		RECLUSION.		PRISON.		AMENDE ET FRAIS.	
	Déportation simple.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.
Janvier 1874	4	//	1	//	//	//	4	//	4
Février	//	//	6	//	//	//	5	//	5
Mars	//	//	//	//	//	//	3	//	//
Avril	//	//	//	//	//	//	2	//	//
Mai	//	3	1	//	//	4	7	//	1
Juin	//	//	//	//	1	1	3	//	//
Juillet	//	//	//	//	//	//	1	//	2
Août	//	//	//	//	//	2	7	//	//
Septembre	//	//	2	//	//	5	3	//	//
Octobre	//	//	//	//	//	1	//	//	//
Novembre	//	//	//	//	1	//	2	//	//
Décembre	//	//	1	//	//	//	7	//	1
Totaux pour l'année 1874	4	3	11	//	2	13	44	//	13
Années précédentes	//	3	//	1	2	17	19	2	56
Totaux	//	6	11	1	4	30	63	2	69
Totaux au 1er janvier 1875	4	17		5		93		71	

RÉCAPI

Condamnés par les tribunaux de la colonie............

Punis disciplinairement............

Total général au 1er janvier 1875......

et punis disciplinairement du 1er octobre 1872 au 1er janvier 1875.

DE LA COLONIE.			PUNIS DISCIPLINAIREMENT.								
TOTAL.		TOTAL	CACHOT.	PRISON.		RÉINTÉGRÉS à l'île des Pins par suite d'inconduite ou de condamnation.	SUPPRESSION de salaires.	EXCLUSION des chantiers.	TOTAL.		TOTAL
Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	général.	Enceinte fortifiée.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.		Enceinte fortifiée.	Enceinte fortifiée.	Enceinte fortifiée.	Déportation simple.	général.
//	13	13	//	3	6	18	//	//	3	24	27
//	16	16	2	12	1	1	//	//	14	2	16
//	3	3	//	5	6	4	//	//	5	10	15
//	2	2	//	13	3	8	//	//	13	11	24
7	9	16	//	13	4	//	//	//	13	4	17
1	4	5	//	12	6	4	//	//	12	10	22
//	3	3	//	27	28	77	//	//	27	105	132
2	7	9	//	33	17	7	//	//	33	24	57
5	5	10	//	18	18	1	//	//	18	19	37
1	//	1	//	34	54	24	//	//	34	78	112
//	3	3	1	45	40	33	//	//	46	73	119
//	9	9	//	74	33	18	//	//	74	51	125
16	74	90	3	289	216	195	//	//	292	411	703
23	77	100	12	43	122	11	14	27	96	133	229
39	151	//	//	332	338	//	//	//	388	544	//
190		190	15	670		206	14	27	932		932

TULATION.

....	190
....	932
....	1,122

Tableau faisant connaître les causes des condamnations judiciaires prononcées

DATES.	PEINE de mort pour tentative d'assassinat sur un déporté.	TRAVAUX FORCÉS POUR tentative de viol sur une enfant de 8 ans, fille d'un de ses co-détenus.	TRAVAUX FORCÉS POUR vol à main armée; vol d'argent commis dans une maison habitée, à l'aide d'effraction extérieure; vol d'argent sur un chemin public avec violences, étant porteur d'une arme apparente et avoir menacé de faire usage de son arme; vol avec effraction commis la nuit; vol de liquides au préjudice d'un débitant; faux en écriture privée, avoir sciemment fait usage de la pièce fausse; menaces envers les agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions; voies de fait envers les mêmes agents dans des circonstances identiques; évasion de prison; vol d'argent; vol qualifié.		TRAVAUX FORCÉS POUR faux en écriture privée; contrefaçon de billets du Trésor colonial.		TRAVAUX FORCÉS POUR attentat à la pudeur commis sans violence; attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence sur la personne d'un enfant du sexe masculin âgé de 11 ans.	RECLUSION POUR vol de chapeaux de paille commis dans une maison habitée, à l'aide d'effraction extérieure; vol d'argent; recel et complicité de vol.		coups et blessures volontaires avec préméditation et guet-apens; coups et blessures et tentative d'homicide volontaire.		vol d'argent avec effraction; vol simple; complicité de vol; coups et blessures avec préméditation et guet-apens; vol d'argent, vol de comestibles; vol de bois de construction au préjudice de l'État; vol de liquides au préjudice de l'État; vol de café au préjudice de l'État; vol de récoltes non détachées du sol, commis la nuit; vol de liquides au préjudice d'un débitant.	
	2e section.	1re section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.
Janvier 1874	4	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//
Février	//	//	//	1	//	5	//	//	//	//	//	//	1
Mars	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Avril	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mai	//	//	3	//	//	//	1	//	//	//	//	//	2
Juin	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//
Juillet	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Août	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3
Septembre	//	//	//	1	//	//	1	//	//	//	//	//	1
Octobre	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Novembre	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//
Décembre	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	1	//	2
Totaux pour l'année 1874	4	//	3	3	//	6	2	//	2	//	1	1	9
Années précédentes	//	1	1	//	1	//	//	1	2	12	3	2	1
Totaux	//	1	4	3	1	6	//	1	4	12	4	3	10
Totaux au 1er janvier 1875	4	//	7		7		2	5		16		13	

contre les déportés du 1er octobre 1872 au 1er janvier 1875.

PRISON POUR soustractions frauduleuses et injures publiques.	PRISON POUR faux en écriture privée et émission de pièces fausses.	PRISON POUR voies de fait, coups, blessures, outrages par paroles, gestes, menaces envers des agents de la force publique; rébellion envers les agents de l'autorité.		PRISON POUR diffamation envers l'armée; excitation à la haine et au mépris du Gouvernement; cris séditieux proférés publiquement.		PRISON POUR évasions; tentatives d'évasions; évasion concertée.		PRISON POUR coups et blessures; violences ou voies de fait commis volontairement sur la personne de sa femme.	PRISON POUR ivresse manifeste.	AMENDE ET FRAIS POUR n'avoir pas comparu comme témoins dans une affaire où ils avaient été régulièrement assignés.	AMENDE ET FRAIS POUR injures.	AMENDE ET FRAIS POUR ivresse manifeste.	TOTAL des condamnations par section.		TOTAL GÉNÉRAL.
2e section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	2e section.	2e section.	1re section.	2e section.	2e section.	1re section.	2e section.	
″	″	″	2	″	″	″	″	″	2	″	1	3	″	13	13
″	″	″	″	″	″	″	″	″	4	″	″	5	″	16	16
″	″	″	″	″	″	″	″	″	3	″	″	″	″	3	3
″	″	″	″	″	1	″	1	″	″	″	″	″	″	2	2
″	″	1	2	″	″	3	3	″	″	″	″	1	7	9	16
″	″	″	1	1	″	″	1	″	1	″	″	″	1	4	5
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	2	″	3	3
″	″	1	4	″	″	″	″	″	″	″	″	″	2	7	9
″	″	″	2	″	″	5	″	″	″	″	″	″	5	5	10
″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	1	″	1
″	″	″	1	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	3	3
″	″	″	2	″	″	″	2	″	″	″	″	1	″	9	9
″	″	2	15	1	1	9	7	1	10	″	1	12	16	74	90
1	1	3	″	″	″	″	″	″	13	2	″	56	23	77	100
″	″	5	15	1	1	9	7	″	″	″	″	″	39	151	″
1	1	20		2		16		1	23	2	1	68	190		190

Tableau faisant connaître les causes des punitions disciplinaires

DATES.	CACHOT POUR — Évasion de la prison; avoir pratiqué une ouverture à la prison.	CACHOT POUR — Insultes et menaces publiques envers des surveillants; injures et désobéissance envers le surveillant chargé de la garde de la prison.	CACHOT POUR — Refus de se rendre sur les chantiers disciplinaires.	CACHOT POUR — S'être absenté des chantiers disciplinaires.	CACHOT POUR — TOTAL.	PRISON POUR — Maraudage et vols de récoltes; vols au préjudice de l'administration, de surveillants ou de déportés; abus de confiance.		PRISON POUR — Propos injurieux, insolence et outrages par paroles, gestes ou menaces envers l'administration; voies de fait, injures et menaces des surveillants et envers la gendarmerie; désobéissance et rébellion envers les surveillants.		PRISON POUR — Voies de fait et injures envers des déportés; injures envers la femme d'un déporté.		PRISON POUR — Ivresse manifeste; tapage nocturne; réunion à une heure indue; scandale dans les camps; immoralité flagrante.		PRISON POUR — Avoir voulu contraindre un marchand à lui livrer des boissons après le coup de canon de retraite et avoir proféré des paroles injurieuses contre des consignes; s'être éloignés de leur demeure après le coup de canon de retraite.		PRISON POUR — Avoir pénétré sur le territoire militaire; avoir dépassé les limites de l'enceinte fortifiée.	
	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.
Janvier 1874	//	//	//	//	//	//	2	2	//	1	//	//	//	//	//	//	//
Février	//	2	//	//	2	//	1	3	//	//	//	//	//	3	//	//	//
Mars	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	1	//	//	//	2
Avril	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	//	//	//	1
Mai	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	1	2	1	//	//	//	//
Juin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	4	1	//	//	1	3
Juillet	//	//	//	//	//	//	//	1	2	1	//	3	23	6	//	//	2
Août	//	//	//	//	//	1	2	7	2	1	//	//	11	//	//	3	//
Septembre	//	//	//	//	//	//	//	7	3	3	2	1	2	//	//	1	//
Octobre	//	//	//	//	//	2	//	9	3	3	1	1	46	4	//	//	2
Novembre	1	//	//	//	1	//	//	11	1	1	1	7	30	12	//	//	6
Décembre	//	//	//	//	//	//	//	16	1	4	1	9	20	6	//	1	//
Totaux pour l'année 1874	1	2	//	//	3	3	5	56	13	14	9	29	137	31	//	6	16
Années précédentes.	7	2	2	1	12	//	12	16	22	3	6	1	3	1	//	4	22
						3	17	72	35	17	15	30	140	32	//	10	38
Totaux au 1er janvier 1875	8	4	2	1	15	20		107		32		170		32		48	

infligées aux déportés du 1er octobre 1872 au 1er janvier 1875.

Avoir pénétré à l'hôpital malgré défense ; y avoir pénétré par une issue interdite.		Infractions aux appels réglementaires.		Avoir déterminé un incendie par imprudence en mettant le feu aux herbes.		Causes diverses.		TOTAL.	Réintégrés à l'île des Pins par suite d'inconduite ou par suite de condamnation.	SUPPRESSION DE SALAIRES POUR: Ivresse et absence des chantiers.	Ivresse et sommeil sur les chantiers.	Bruits nocturnes.	Causes diverses.	TOTAL.	EXCLUSION DES CHANTIERS POUR: Outrages publics par paroles et gestes envers la gendarmerie et envers les surveillants militaires.	Avoir arboré un drapeau rouge sur sa case.	Ivresse et insolence.	Absence des chantiers et paresse dans le travail.	Bruit et tapage nocturne.	Causes diverses.	TOTAL.	TOTAL: Enceinte fortifiée. — Presqu'île Ducos.	Déportation simple. — Ile des Pins.	GÉNÉRAL.
1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.	1re section.	2e section.		2e section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	1re section.	2e section.	
//	//	//	//	//	3	//	1	9	18	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3	24	27
//	//	5	//	//	//	1	//	13	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	14	2	16
//	//	2	1	//	//	1	1	11	4	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	5	10	15
//	//	12	//	//	//	1	//	16	8	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	13	11	24
//	//	10	1	//	//	//	1	17	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	13	4	17
//	//	7	//	//	//	//	//	18	4	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	12	10	22
//	//	16	//	//	//	//	1	55	77	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	27	105	132
//	//	22	//	//	//	//	1	50	7	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	33	24	57
//	5	4	//	//	6	2	//	36	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	18	19	37
//	//	15	//	//	2	//	//	88	24	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	34	78	112
//	//	13	//	//	1	1	1	85	33	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	46	73	119
//	//	37	6	1	//	//	5	107	18	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	74	51	125
//	5	143	8	1	12	6	11	505	195	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	292	411	703
//	1	8	22	//	//	10	34	165	11	3	7	1	3	14	8	1	3	3	1	11	27	96	133	229
//	6	151	30	1	12	16	45																	
6		181		13		61		670	206	3	7	1	3	14	8	1	3	3	1	11	27	388	544	932

État numérique des familles de déportés au 31 décembre 1874.

Désignation des sections.	Nombre des familles au 31 décembre 1873.	Nombre des familles arrivées pendant l'année 1874.	Nombre des familles qui ont quitté la colonie pendant le 2e semestre 1874.	Familles passées de l'enceinte fortifiée à la déportation simple et de la déportation simple sur la Grande-Terre.	Nombre des familles au 31 décembre 1874.	Décomposition numérique des familles. Hommes.	Femmes.	Enfants au-dessus de 15 ans.	Enfants au-dessous de 15 ans.	Effectif numérique des familles.
Presqu'île Ducos. — Enceinte fortifiée. — 1re section	18	29	〃	2	27	〃	26	3	19	48
Île des Pins. — Déportation simple. — 2e section. Sur les lieux de déportation	38	52	〃	3	55	〃	48	10	43	101
Île des Pins. — Déportation simple. — 2e section. Sur la Grande-Terre	58	86	3	〃	83	11	82	12	74	179
Total (2e section)	96	138	3	3	138	11	130	22	117	280
Totaux	114	167	3	5	165	11	156	25	136	328

État faisant connaître la ration alimentaire des condamnés à la déportation.

DÉSIGNATION DES DENRÉES.	QUANTITÉS.
Farine	0k,550 00
ou	
Biscuit	0k,550 00
Vin (délivré à ceux qui travaillent) (A)	0lit,046 00
Viande fraîche de bœuf	0k,250 00
ou	
Lard salé (B)	0k,225 00
ou	
Conserves de bœuf bouilli	0k,200 00
Légumes secs	0k,120 00
ou	
Riz	0k,060 00
Huile	0k,008 00
Sel	0k,022 00
Vinaigre	0lit,025 00
Café	0k,020 00
Sucre	0k,020 00
Poivre	0k,000 15
Moutarde	0k,002 00

(A) La ration de vin n'est pas délivrée aux déportés arabes.

(B) En remplacement de la ration de lard, les déportés arabes reçoivent 0k,120 de riz et 0k,010 de graisse de bœuf ou de mouton ou 0k,008 d'huile d'olive.

État numérique du personnel attaché au service de la déportation.

DÉSIGNATION DES SERVICES.	NOUMÉA.	PRESQU'ÎLE DUCOS.	ÎLE DES PINS.	TOTAL.
Direction et commandement.				
Commandant militaire	1	//	//	1
Directeur du service	1	//	//	1
Commandants territoriaux	//	1	1	2
Commissaire du gouvernement près le conseil de guerre	1	//	//	1
Administration.				
Commissaires adjoints	1	//	//	1
Sous-commissaires	2	//	//	2
Aides-commissaires	1	1	2	4
Commis de marine	3	1	1	5
Écrivains	6	//	//	6
Caissier de la déportation	1	//	//	1
Service de santé.				
Médecins et aides-médecins	1	2	4	7
Pharmaciens	//	1	//	1
Sœurs de Saint-Joseph de Cluny	2	2	2	6
Infirmiers	//	2	2	4
Culte.				
Aumôniers catholiques	//	1	2	3
Pasteur protestant	1	//	//	1
Coadjuteur protestant	1	//	//	1
Travaux.				
Officiers	1	//	1	2
Gardes d'artillerie	1	//	//	1
Agent comptable	1	//	//	1
Cultures.				
Agents de culture	//	1	1	2
Magasins.				
Magasiniers et commis aux vivres	1	1	2	4
Distributeurs	//	//	1	1
Surveillance.				
Surveillants	12	30	98	140
Divers.				
Agents divers	1	//	//	1
Planton à la direction	1	//	//	1
Totaux	40	43	117	200

État des crédits alloués pour le service de la déportation.

DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDITS ALLOUÉS pour l'exercice 1874.	pour les exercices antérieurs.	TOTAL.
États-majors et équipages : *marine, service de surveillance par mer et transports*	215,905[f]	2,424,405[f]	2,640,310[f]
Troupes	486,766	420,758	907,524
Hôpitaux : *pendant la traversée*	25,100	172,297	197,397
Vivres	151,267	1,872,253	2,023,520
Salaires d'ouvriers : *service des constructions navales*	426,000	810,000	1,236,000
Approvisionnements généraux *pour transports, bois et charbons, etc.*	500,000	1,765,063	2,265,063
Frais de passage, etc	//	207,668	207,668
Personnel civil et militaire : *gendarmerie supplémentaire*	513,900	722,520	1,236,420
Matériel civil et militaire	100,000	100,000	200,000
Service pénitentiaire : *nourriture, entretien, surveillance et administration des déportés*	3,685,780	5,571,433	9,257,213
Totaux	6,104,718	14,066,397	20,171,115

ANNEXES.

ARRÊTÉ

qui alloue aux déportés présents sur les territoires de la déportation une délivrance mensuelle de 500 grammes de savon pour le lavage des effets d'habillement et de couchage.

Du 12 janvier 1874.

Le Gouverneur, Chef de la Division navale,

Vu l'expérience acquise depuis quinze mois, sur les territoires de la déportation, au sujet de l'opportunité de faire, dans l'intérêt de l'hygiène, des distributions de savon aux condamnés et à leurs familles internés sur ces territoires;

Sur la proposition du directeur du service de la déportation,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1er janvier 1874, il sera délivré, le premier de chaque mois, une quantité de 500 grammes de savon par déporté présent sur les établissements de la presqu'île Ducos et de l'île des Pins.

Les familles, hommes, femmes ou enfants, participeront à cette faveur.

ART. 2.

La présente disposition, soumise à l'approbation du Ministre de la marine et des colonies, sera provisoirement mise à exécution.

ART. 3.

L'ordonnateur et le directeur du service de la déportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 12 janvier 1874.

Le Capitaine de vaisseau,

E.-G. DE LA RICHERIE.

Par le Gouverneur :

Le Directeur du service de la déportation,

E. Chanlou.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE.

Approbation d'un arrêté.

(Direction des colonies, 3e bureau, n° 425.)

Paris, le 27 mai 1874.

Monsieur le Gouverneur,

Par votre lettre du 28 février dernier, n° 199, vous m'avez adressé copie d'un arrêté que vous avez pris, à la date du 12 janvier précédent, pour accorder aux déportés présents sur les établissements, ainsi qu'à leurs familles, 500 grammes de savon par mois.

Je donne mon approbation à cet arrêté.

Recevez, etc.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,

A. BENOIST D'AZY.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet de l'envoi des déportés simples sur la Grande-Terre.

(Direction des colonies, 3e bureau, n° 29.)

Paris, le 17 janvier 1874.

Monsieur le Gouverneur,

Je vous ai fait connaître que je considérais l'internement des déportés simples à l'île des Pins comme une situation plutôt provisoire que définitive, au moins pour un certain nombre d'entre eux. Je vous ai engagé, dans ce but, à favoriser le plus possible leur passage sur la Grande-Terre, et je reconnais que vous êtes entré sérieusement dans la voie qui vous était indiquée.

Je remarque cependant que les autorisations de résidence soit à Nouméa, soit sur d'autres points de l'île, sont devenues moins nombreuses dans ces derniers temps.

Cela provient sans doute de ce que le commerce et l'industrie du chef-lieu ne peuvent assurer du travail qu'à un petit nombre de déportés, et que, d'un autre côté, il serait dangereux pour la sécurité publique de verser dans la population libre du chef-lieu un contingent trop considérable de gens de cette catégorie. Je vous serai toutefois obligé de me donner quelques renseignements à cet égard.

Je pense qu'on pourrait, afin de trouver ailleurs qu'au chef-lieu l'emploi utile des déportés, adopter un système analogue à celui qui est usité dans la transportation, et accorder aux engagistes une subvention pour les aider à supporter les charges de leur entretien.

Dans ces conditions, et pour éviter une trop grande agglomération de déportés à Nouméa, on pourrait établir deux tarifs de subvention : l'un pour la ville; et l'autre, plus élevé, pour le reste du territoire de l'île. On

pourrait prendre pour base la moitié ou les deux tiers du coût de l'entretien de l'homme, nourriture et habillement, et au besoin graduer la subvention, en la rendant d'autant plus forte que l'on engagerait un plus grand nombre de travailleurs.

Il me semble que, dans ces conditions, les compagnies des mines et de la Nouvelle-Calédonie, par exemple, pourraient avoir intérêt à employer des déportés.

Enfin, pour ceux qui seraient disposés à fonder des établissements agricoles ou industriels pour leur propre compte, il est bien entendu qu'on pourrait leur assurer, au compte du budget pénitentiaire, tous les avantages que le budget local fait aux émigrants libres.

Je vous donne ces indications pour vous montrer dans quel esprit devront être prises les dispositions dont vous aurez à soumettre l'ensemble à mon appréciation. Le point sur lequel j'insiste, c'est l'intérêt qu'il y a à soulager le budget de l'État de charges que lui impose la déportation, en facilitant, par tous les moyens qu'autorise la prudence, l'émigration sur la Grande-Terre de l'effectif interné à l'île des Pins.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral, Ministre de la marine et des colonies,

D'HORNOY.

ORDRE.

Le subside alimentaire accordé aux familles des déportés internés à la presqu'île Ducos est élevé à la ration entière.

Du 10 juillet 1874.

Le Gouverneur, Chef de la Division navale,

Ordonne :

Le subside alimentaire accordé par l'arrêté n° 340, en date du 17 octobre 1873, aux femmes et aux enfants des condamnés internés à la presqu'île Ducos, est élevé à la ration entière, à compter du 15 juin.

La présente mesure est prise par suite de la suppression de toute communication laissée jusqu'à ce jour à ces familles.

Le présent ordre sera communiqué à l'ordonnateur et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 10 juillet 1874.

Le Capitaine de vaisseau,

E.-G. DE LA RICHERIE.

ARRÊTÉ.

Le bois à brûler est délivré aux déportés de la presqu'île Ducos.

Du 13 juillet 1874.

LE GOUVERNEUR, CHEF DE LA DIVISION NAVALE,

Considérant que, par suite des dispositions prises au sujet des nouvelles limites de l'enceinte fortifiée de la presqu'île Ducos, les déportés ne peuvent plus se procurer, comme par le passé, le bois nécessaire à la cuisson de leurs aliments,

ARRÊTE :

A partir du 15 juillet 1874, il sera alloué, par déporté et par jour, une ration de bois de chauffage égale à la ration individuelle allouée aux militaires des corps de troupes par l'arrêté du 28 mai 1874, soit un kilogramme.

L'ordonnateur et le directeur du service de la déportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 13 juillet 1874.

Le Capitaine de vaisseau,

E.-G. DE LA RICHERIE.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet de l'école protestante de Nouméa.

(Direction des colonies, 3e bureau, n° 413.)

Paris, le 26 mai 1874.

Monsieur le Gouverneur, par une lettre du 20 novembre 1873, n° 855, je vous ai prié de mettre à la disposition de M. Rey, pasteur protestant, un local dans lequel il pût réunir les fidèles et qui pût en même temps servir de classe pour les élèves de l'instituteur protestant.

Le Comité protestant de secours aux condamnés de la Nouvelle-Calédonie m'entretient, dans une lettre récente, de quelques difficultés survenues à ce sujet entre l'instituteur et l'administration locale.

La nomination d'un pasteur et d'un instituteur protestants a eu surtout pour objet de procurer les secours religieux et les bienfaits de l'instruction aux transportés et aux déportés appartenant au culte réformé, mais il a été entendu que les effets de la mesure devraient s'étendre à d'autres personnes protestantes que celles qui résident sur les territoires pénitentiaires. Outre les habitants libres, il devait y avoir et il y a, en effet, un certain nombre de déportés résidant à Nouméa qui ont intérêt à profiter de la présence d'un aumônier et d'un instituteur de leur religion. C'est dans cette pensée que la résidence de MM. Rey et Surleau a été fixée à Nouméa. Pour remplir les intentions du département, il faut donc donner à ces fonctionnaires non-seulement leur logement personnel, mais encore le local nécessaire à l'exercice de leur ministère à Nouméa. Je suis d'avis que l'entretien et le renouvellement du matériel de classe doivent être supportés par le budget de la déportation. Ces frais pourront être prélevés sur la somme de 4,000 francs inscrite au budget de l'article 1er, § 5 (*Instruction*).

Si le nombre d'enfants libres admis dans l'école devient égal ou supérieur à celui des enfants de condamnés, il y aura lieu d'examiner dans quelle proportion le budget local pourrait participer aux dépenses ci-dessus indiquées.

Je tiens à recevoir trimestriellement des renseignements statistiques sur la situation de l'école protestante de Nouméa.

Recevez, etc.

Pour le Directeur des colonies :

Le Sous-Directeur,

MICHAUX.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet du travail des déportés. — Réduction de la ration.

Versailles, le 25 août 1873.

Monsieur le Gouverneur,

Par ma lettre du 15 avril dernier, n° 264, je vous ai fait connaître mon sentiment sur la nature des obligations de l'État envers les déportés en ce qui concerne le travail salarié. L'interprétation donnée par le département à l'article 6 de la loi de 1850 est la seule que puissent autoriser les termes du rapport qui a précédé le vote de la loi aussi bien que les règles d'une sage administration. En supposant qu'il fût possible d'admettre que ceux qui se sont insurgés contre les lois de la société pussent invoquer ces lois pour obtenir des garanties de bien-être qu'on n'accorde pas à ceux qui les ont toujours respectées, l'usage que font les déportés de salaires acquis par un travail le plus souvent illusoire montrerait assez au profit de quelles passions tournerait le sacrifice des deniers de l'État. Je maintiens donc les termes de mes dépêches précitées, et je vous invite de nouveau à restreindre les travaux à faire exécuter par les déportés pour le compte de l'État dans les limites indiquées par ma lettre du 11 juillet dernier. Vous veillerez également avec le plus grand soin à ce que le travail ait lieu à la tâche, afin d'avoir la certitude que les salaires seront toujours légalement acquis par les hommes que vous emploierez. Quant aux autres condamnés, vous leur faciliterez autant que possible les moyens d'exercer leur profession, et vous ferez tous vos efforts pour diriger leur activité dans un sens favorable à la colonisation.

Tout en admettant qu'un certain nombre d'entre eux soient disposés à entrer dans cette voie, il n'en restera pas moins de très-lourdes dépenses à la charge de l'État si l'on ne prend pas des mesures pour dégager l'avenir, et c'est sur ce point que je désire appeler particulièrement votre attention.

On est assez généralement porté à croire que la loi de 1850 impose à l'État *l'obligation absolue* de pourvoir *à l'entretien des déportés.* C'est là une opinion erronée dont les conséquences pourraient être aussi préjudiciables aux intérêts du Trésor que contraires à l'équité. Le législateur s'est préoc-

cupé de la situation des déportés qui n'auraient pas de ressources suffisantes pour assurer leur existence, et il a voulu qu'on pourvût à leur entretien. D'où l'on peut conclure qu'en principe le déporté doit subvenir à ses besoins par ses propres ressources, et que c'est en cas d'insuffisance seulement qu'il est en droit de réclamer le secours de l'État.

Or, si la loi n'a pas spécifié de quelle nature seraient ces ressources, il n'est pas permis de supposer un instant qu'elle n'ait pas eu en vue celles que procure le travail. C'est au contraire sur celles-ci qu'il était le plus naturel de compter.

On est donc autorisé à dire que l'Administration ne doit subvenir d'une manière permanente à la nourriture des déportés qu'en ce qui concerne ceux qu'un état d'invalidité ou d'incapacité physique met hors d'état de travailler, mais qu'à l'égard des autres, elle n'a qu'une obligation temporaire devant cesser après le délai moral suffisant pour mettre chacun en mesure de trouver des moyens d'existence.

Le moment n'est pas venu de fixer ce délai, mais il est bon que non-seulement vous vous préoccupiez de la nécessité d'y arriver, mais encore que vous fassiez peu à peu pénétrer cette idée dans l'esprit des déportés. Lorsque les dispositions de chacun d'eux auront pu être mieux étudiées et les ressources de la colonie plus connues, il y aura lieu de fixer un terme au delà duquel la ration actuellement délivrée devra être réduite dans des proportions notables; cette mesure sera l'objet de communications ultérieures; l'important, je le répète, est que dès aujourd'hui vous vous placiez en face de cette éventualité et que vous dirigiez l'action de votre administration en conséquence.

Il est bien entendu que la mesure dont il s'agit est applicable surtout aux déportés simples. La possibilité pour eux de s'établir sur la Grande-Terre ouvre à leur activité un champ à peu près illimité. Quant aux déportés de l'autre catégorie, je reconnais qu'ils pourront rencontrer dans leur situation pénale des obstacles plus grands à l'emploi de leurs forces et à l'exercice de leur industrie, mais je crois que, même pour un grand nombre d'entre eux, le voisinage de Nouméa offrira des moyens d'arriver au même résultat.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Vice-Amiral, Ministre de la marine et des colonies,

D'HORNOY.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet du travail des déportés. — Réduction de la ration.

Versailles, le 12 septembre 1874.

Monsieur le Gouverneur,

Vous recevrez par ce courrier 50 exemplaires de la notice que le département a publiée en exécution de la loi du 25 mars 1873.

J'appelle votre attention toute particulière sur les points de cette notice qui sont relatifs aux obligations de l'État envers les déportés; vous verrez que la doctrine émise déjà dans la dépêche que mon prédécesseur vous a adressée le 25 août 1873 est affirmée de la façon la plus formelle, et que le département est résolu à en faire sa règle de conduite à l'avenir. En conséquence, l'État ne doit être dorénavant considéré comme tenu à subvenir à l'entretien des déportés qu'autant qu'il est matériellement ou moralement impossible à ceux-ci d'y pourvoir, non-seulement à l'aide de revenus préexistants, mais encore à l'aide de ceux que procure le travail. Cette doctrine a reçu l'adhésion du département de la justice. (Voir pièces annexes de la brochure, page 186.) De son côté, le Conseil d'État lui a implicitement donné sa sanction en approuvant les termes du règlement d'administration publique du 31 mai 1872 sur le régime des déportés dans une enceinte fortifiée. Ce règlement est ainsi conçu (article 2, § 1er) : « L'État pourvoit à l'entretien des condamnés *qui ne peuvent subvenir à cette « dépense, soit par les ressources laissées à leur disposition, soit par le produit de « leur travail.* »

Mais, si le déporté est tenu, comme tout homme disposant de son temps et de sa liberté d'action, d'assurer son existence par son travail, il faut reconnaître que sa situation pénale commande au moins temporairement certaines dispositions exceptionnelles. Il faut lui donner le temps de trouver l'emploi de ses aptitudes. Il importe toutefois que ces facilités ne portent aucune atteinte à ce principe que nul n'a le droit de vivre aux frais de l'État sans travailler. Si donc l'État, d'une part, l'industrie privée,

d'autre part, ne peuvent immédiatement fournir un travail conforme aux goûts des déportés et à leurs aptitudes, l'Administration peut du moins, *en échange de leur nourriture et de leur entretien*, leur offrir une participation à des travaux d'intérêt public. Les déportés resteraient, bien entendu, libres de s'adonner à des travaux plus profitables le jour où ils en trouveraient l'occasion.

Dans ces conditions, l'État se trouverait à même de mettre en pratique un régime évidemment plus conforme aux lois de la morale, et, en même temps, de réaliser, sans avoir besoin de crédits nouveaux, les projets de travaux que vous aviez conçus pour l'établissement de la déportation.

Le fonds d'entretien du personnel deviendrait ainsi un fonds de travaux destiné à couvrir la dépense de la main-d'œuvre, et le fonds actuel de la dotation des travaux ne servirait plus qu'à l'achat des matières premières que la main-d'œuvre ne pourrait pas créer sur place.

Ces nouvelles dispositions ne préjudicient point à celles qui vous ont été notifiées précédemment concernant les encouragements à donner à ceux qui voudront se créer des ressources en travaillant pour leur propre compte, soit comme industriels, soit comme concessionnaires, car c'est sur ces efforts individuels qu'il faut compter pour associer la déportation à l'œuvre de colonisation.

Quant à ceux qui refuseront d'accepter ce nouveau régime et qui ne justifieront pas d'une incapacité absolue de travail, leur ration devra être strictement réduite aux quantités reconnues absolument indispensables pour vivre. Cette ration ne devra comprendre en principe que le pain, les légumes secs, l'huile, le vinaigre et le sel.

Vous voudrez bien me rendre compte des mesures que vous aurez prises en exécution de la présente dépêche.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de la marine et des colonies,

MONTAIGNAC.

ARRÊTÉ

organisant les bibliothèques de la déportation.

Du 29 septembre 1874.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Vu les dépêches ministérielles des 28 octobre 1872 et 18 février 1873,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Une bibliothèque de 1re classe est ouverte à l'île des Pins, et une de 2e classe à la presqu'île Ducos, sous la surveillance et la direction des aumôniers.

ART. 2.

Les heures d'ouverture et de fermeture des bibliothèques, la police de la salle de lecture, et toutes les autres mesures propres à assurer l'entretien et la conservation des livres, seront fixées par ordre des commandants territoriaux.

ART. 3.

Tous les déportés, excepté ceux qu'une punition disciplinaire privera de leur liberté, seront admis de droit dans la salle de lecture aux heures fixées, sans pouvoir emporter des livres à l'extérieur.

ART. 4.

Le bibliothécaire, choisi parmi les déportés, dressera, chaque jour, la liste des ouvrages soit livrés, soit reçus, et la transmettra au conservateur.

Ce double mouvement sera suivi sur un registre *ad hoc* tenu par le conservateur, à l'aide des susdites listes.

ART. 5.

Une indemnité de 300 francs par an, dite *de responsabilité*, est allouée au conservateur de la bibliothèque de l'île des Pins, et une de 200 francs à celui de la bibliothèque de la presqu'île Ducos.

ART. 6.

Il sera établi pour chaque bibliothèque un inventaire sur lequel devront être inscrits, par catégories, les ouvrages qui en font partie, en ayant soin de laisser entre chaque catégorie l'espace nécessaire et un certain nombre de numéros pour l'inscription des livres envoyés plus tard comme complément des bibliothèques créées.

ART. 7.

Le commandant territorial s'assurera, à la fin de chaque trimestre, de la tenue régulière des écritures, de l'état général des ouvrages, et arrêtera, sur la proposition du conservateur, l'état des livres qui auraient besoin de réparations.

ART. 8.

Le présent arrêté, qui sera affiché dans chaque salle de lecture, est applicable à toutes les bibliothèques de la déportation.

Le directeur du service de la déportation est chargé d'en assurer l'exécution.

Nouméa, le 29 septembre 1874.

ALLEYRON.

ARRÊTÉ

interdisant de remettre ou de faire remettre directement aucune somme aux condamnés aux travaux forcés et aux déportés dans une enceinte fortifiée.

Du 5 octobre 1874.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843;

Vu le décret du 14 janvier 1860, ensemble la dépêche ministérielle du 26 juin 1860;

Vu l'article 12 de la loi du 30 mai 1854 et l'article 16 de la loi du 25 mars 1873;

Considérant que les condamnés aux travaux forcés et ceux condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée ne doivent recevoir tout ou partie de leurs biens qu'avec l'autorisation du Gouvernement;

Considérant que toute remise de fonds à ces condamnés sans le contrôle de l'Administration serait non-seulement nuisible au maintien de l'ordre dans les établissements pénitentiaires, mais serait encore de nature à aider et à faciliter les évasions,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Il est rigoureusement interdit de remettre ou de faire remettre directement aucune somme aux condamnés aux travaux forcés ou à la déportation dans une enceinte fortifiée.

ART. 2.

Les sommes qui seront destinées à ces condamnés seront versées, savoir : pour les transportés, à la caisse de la transportation, et à celle de la éportation pour les déportés à l'enceinte fortifiée.

ART. 3.

L'Administration décidera dans quelles proportions ces sommes devront leur être remises.

ART. 4.

Aucune traite émise par les condamnés aux travaux forcés ou à la déportation dans une enceinte fortifiée ne peut être acceptée sous aucun prétexte.

ART. 5.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie de cinq jours de prison et de quinze francs (15f) d'amende.

ART. 6.

L'article 463 du Code pénal ne sera point applicable.

ART. 7.

Le chef du service judiciaire, le secrétaire colonial et les directeurs de la déportation et de la transportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 5 octobre 1874.

ALLEYRON.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE.

Autorisation donnée aux femmes de déportés en résidence à la presqu'île Ducos de se rendre à Nouméa.

Paris, le 7 mai 1874.

Monsieur le Gouverneur,

Par votre lettre du 2 février dernier, vous me faites connaître qu'une embarcation amènerait tous les jeudis à Nouméa, sur leur demande, les femmes de déportés en résidence à la presqu'île Ducos, pour leur permettre de chercher du travail au chef-lieu et leur procurer les moyens d'améliorer leur existence.

Je donne mon approbation à cette mesure, sous la condition qu'elle serait rapportée dans le cas où il serait reconnu qu'elle sert à favoriser des relations illicites entre les déportés et le dehors.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Vice-Amiral, Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,

A. BENOIST D'AZY.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE.

Retrait de l'autorisation donnée aux femmes en résidence à la presqu'île Ducos de se rendre à Nouméa.

Paris, le 13 novembre 1874.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Les femmes Piffault et Collin-Delacroix, qui ont été rejoindre leurs maris déportés à la presqu'île Ducos, ont adressé au département une réclamation concernant l'interdiction qui leur a été faite de se rendre à Nouméa. Elles exposent qu'il leur devient impossible de subvenir à leur existence sans le secours de l'Administration, puisque cette interdiction les prive du moyen de rechercher du travail.

Je ne puis qu'approuver la mesure qui interdit les libres communications de Nouméa [1]; mais je crois qu'il serait possible de la concilier avec l'intérêt que nous avons à ne pas priver ces femmes du travail qui les faisait vivre.

Il suffirait d'instituer, comme cela a lieu dans les prisons de France, un agent chargé de recevoir les commandes des commerçants de Nouméa et de les transmettre aux ouvrières de la presqu'île. Lorsque cela serait nécessaire, des entrevues pourraient avoir lieu, dans son bureau et en sa présence, entre les parties intéressées. Il appartiendra à cet agent de prendre telles mesures qu'il jugera nécessaires pour éviter que ces entrevues ne puissent favoriser les relations des déportés de l'enceinte fortifiée avec l'extérieur de

(1) Le contre-amiral Ribourt avait reconnu de graves inconvénients à laisser ces femmes se rendre librement au chef-lieu.

la presqu'île. Je crois en outre que, vu le petit nombre de femmes dont il s'agit, il ne serait pas difficile à l'Administration, qui a tant de travaux de confection à faire exécuter, de leur donner un travail convenablement rétribué.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de la marine et des colonies,

MONTAIGNAC.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet de cessions d'outils aux déportés et des débits de boissons.

Paris, le 30 septembre 1873.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Par votre lettre du 26 juin dernier, n° 569, vous avez soumis à mon approbation un arrêté qui autorise la cession d'outils aux déportés qui en feraient la demande à l'Administration. Aux termes de l'article 3, ces cessions ne sont opérées que sur le vu du récépissé de versement de la valeur de la cession dans la caisse de l'établissement.

Je ne puis qu'approuver la pensée qui vous a fait mettre à la portée des déportés des instruments de travail qu'il leur eût été difficile de se procurer par une autre voie; mais cette mesure ne produirait pas, je crois, tous ses avantages, si l'on maintenait l'obligation du versement préalable de la valeur des objets cédés.

Lorsque le demandeur pourra payer comptant, tant mieux; mais lorsqu'il n'aura pas l'argent nécessaire à sa disposition, il est indispensable de faire de la délivrance des outils une avance remboursable successivement sur le produit du travail à venir.

J'approuve la mesure que vous avez prise pour faciliter aux déportés dans une enceinte fortifiée l'achat des objets dont ils ont besoin et qui ne se trouvent qu'au chef-lieu. Seulement il me paraît désirable que le même avantage soit accordé aux déportés simples, et je pense que les communications entre Nouméa et l'île des Pins sont assez fréquentes pour en permettre l'application sur ce dernier point.

Dans la même lettre, vous témoignez le regret de voir se multiplier les établissements de débits de boissons, qui sont une cause de démoralisation et de désordre. Il y a lieu de se préoccuper, en effet, de cette situation, qui est aussi nuisible à la population libre de la colonie qu'à la population pénitentiaire.

En ce qui concerne les lieux de déportation, vous trouverez satisfaction dans ma lettre du 18 novembre courant, vous autorisant à interdire la vente au détail du vin sur les territoires de la presqu'île Ducos et de l'île des Pins.

Quant au reste de la colonie, vous êtes armé des pouvoirs nécessaires pour limiter le nombre des débits de boissons aux besoins de la population; il serait peut-être utile d'examiner si, pour arriver au même but sans user des mesures de rigueur, il ne conviendrait pas d'élever le chiffre de la patente ou celui des droits de consommation. Vous trouverez des moyens d'action encore plus efficaces dans les dispositions de la loi sur l'ivresse récemment promulguée dans la colonie, et dans l'application du décret du 31 décembre 1851, rendu applicable aux colonies par décret du 30 août dernier.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral, Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,

BENOIST D'AZY.

LETTRE DU GOUVERNEUR

au sujet de la suppression des débits sur les lieux de déportation. — Envoi d'un arrêté.

Nouméa, le 30 décembre 1874.

A Son Excellence Monsieur le Ministre de la marine et des colonies.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que, par arrêté du 11 décembre de cette année, j'ai décidé la fermeture des débits ouverts sur les lieux de déportation.

Le nombre de ces établissements augmentant de jour en jour, une réglementation sévère de la vente des liquides aux déportés était de la plus grande nécessité, en présence du triste tableau qu'offraient l'île des Pins et la presqu'île Ducos à chaque époque de payement des salaires. Elle était urgente au point de vue de la moralité et de l'hygiène des condamnés, auxquels les débitants ne se faisaient pas scrupule de vendre jusqu'à l'ivresse des liquides frelatés et contenant des mélanges nuisibles à la santé. Chaque jour les commandants territoriaux m'adressaient des plaintes contre un semblable état de choses, et demandaient sinon la suppression complète de la vente du vin aux déportés, du moins que l'on y apportât certaines restrictions.

L'arrêté ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Excellence et que j'ai provisoirement fait mettre à exécution, a pour but de supprimer sur-le-champ les débits existant sur les lieux de déportation, en les remplaçant par des cantines en nombre fixe et déterminé et ne pouvant vendre que du vin, de la bière et des sirops, sous le contrôle et la surveillance de l'Administration. Des heures d'ouverture sont fixées, ainsi que la quantité de liquide à délivrer à la fois et le prix de ce liquide.

J'ai tout lieu de croire que cette mesure, qui recevra son exécution rigoureuse, mettra fin aux scènes de désordre qui se renouvellent fréquemment à l'île des Pins et à la presqu'île Ducos, et qui viennent mettre obstacle à la réussite de tous les projets de moralisation des déportés et de sérieuse colonisation par cet élément spécial.

Je suis, avec un profond respect, Monsieur le Ministre,

De Votre Excellence,

Le très-obéissant serviteur.

Le Gouverneur,

ALLEYRON.

ARRÊTÉ.

Etablissement de cantines sur les lieux de déportation.

Du 11 décembre 1874.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Considérant que de nombreux cas d'ivresse se produisent fréquemment à l'île des Pins et à la presqu'île Ducos;

Considérant qu'il en résulte des scènes de désordre et de scandale, dont il importe de prévenir le retour en contrôlant et en réglementant d'une façon plus sévère la vente des boissons;

Considérant que le grand nombre de débits existants est un obstacle à toute surveillance sérieuse;

Provisoirement et sous l'approbation des Ministres de la justice, de la marine et des colonies,

Le Conseil d'administration entendu,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les licences accordées aux débitants qui se trouvent établis sur les lieux de déportation ne seront point renouvelées.

L'arrêté du 17 octobre 1872, réglant les conditions des patentes à l'île des Pins et à la presqu'île Ducos, est et demeure rapporté.

ART. 2.

Les débits de boissons seront remplacés, à partir du 1er janvier 1875, par des cantines tenues par des personnes choisies par l'Administration.

ART. 3.

Il n'y aura à l'île des Pins qu'une cantine par commune; à la presqu'île Ducos, il ne pourra en être établi que deux : l'une à Tindu, l'autre à Nobo.

ART. 4.

La vente des liquides autres que les sirops, la bière et le vin, est formellement interdite.

ART. 5.

Les cantines ne seront ouvertes que deux fois par jour, aux heures fixées pour la cessation du travail et conformément aux ordres donnés par le commandant territorial.

Il ne sera délivré qu'un litre de vin ou de bière à chaque déporté qui en fera la demande, et d'après un tarif affiché chaque mois dans un endroit apparent de la cantine.

ART. 6.

La cantine sera placée dans le lieu qui sera désigné par le commandant territorial, et un surveillant assistera à la vente des liquides.

ART. 7.

La vente n'aura lieu qu'au comptant, et l'entrée de la cantine sera formellement interdite à toute personne en état d'ivresse. Aucune boisson ne pourra être consommée sur place.

Les déportés ne pourront s'approvisionner qu'à la cantine de leur commune.

Les familles de déportés auront la même faculté que les condamnés de se procurer un litre de vin, de bière ou de sirop, sur une autorisation écrite qui leur sera délivrée par le surveillant de service. Cette autorisation ne sera jamais accordée aux enfants.

ART. 8.

Tout déporté qui aura été surpris en état d'ivresse pourra être privé

par le commandant territorial de la faculté de se procurer du vin pendant une durée qui ne pourra excéder huit jours.

La décision du commandant territorial sera notifiée au can inier, qui demeurera responsable de son exécution.

ART. 9.

Le surveillant de service à la cantine s'assurera que le vin est pur et de bonne qualité, et qu'il n'est point vendu à un prix supérieur à celu porté au tarif.

ART. 10.

Le cantinier ne pourra correspondre, pour les besoins de son commerce, avec les personnes du dehors, que par lettres décachetées qui seront transmises par l'intermédiaire du commandant territorial.

Les lettres adressées aux cantiniers seront soumises aux mêmes formalités.

Chaque envoi de marchandises sera accompagné d'une facture, et tous les objets seront soigneusement visités avant leur entrée dans l'établissement, pour s'assurer que rien ne s'y introduit en fraude des présentes prescriptions.

ART. 11.

La vente des autres marchandises dont l'introduction dans les établissements de la déportation n'est point prohibée pourra avoir lieu de six heures du matin à six heures du soir.

ART. 12.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté pourra être punie, par simple mesure administrative, d'une amende de 100 francs, qui sera versée à la caisse du Trésor, ou du retrait de l'autorisation.

ART. 13.

Le secrétaire colonial et le directeur de la déportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera

enregistré et communiqué partout où besoin sera, et appliqué à partir du 1er janvier 1875.

Nouméa, le 11 décembre 1874.

ALLEYRON.

Par le Gouverneur :

Pour le Directeur de la déportation et par ordre :

Le Chef de bureau,

Le Fol.

Le Secrétaire colonial,

Maissin.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

approuvant l'arrêté du 11 décembre sur la suppression des débits de boissons.

Paris, le 16 avril 1875.

Monsieur le Gouverneur,

Le 30 décembre dernier, n° 1311, vous m'avez transmis ampliation de votre arrêté en date du 11 du même mois par lequel vous avez décidé la fermeture des débits de boissons ouverts sur les lieux de déportation.

Je donne mon approbation aux dispositions que vous avez cru devoir adopter concernant la réglementation de la vente des liquides aux déportés.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,

A. BENOIST D'AZY.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE

au sujet de la correspondance des déportés.

Versailles, le 16 février 1875.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Afin d'être fixé d'une manière précise sur l'étendue des droits de l'Administration en ce qui concerne l'ouverture de la correspondance des déportés, j'ai cru devoir consulter de nouveau M. le Garde des sceaux à cet égard.

Mon collègue vient de me faire connaître « qu'il n'hésite pas à penser « que l'ouverture de cette correspondance est de droit. Le règlement de « police de la peine de la détention du 19 décembre 1835, comme celui « du 23 mai 1872, dispose que la correspondance des condamnés à *l'arrivée* « et au *départ* sera examinée par le directeur. Les moyens de surveillance « laissés à l'autorité sur les déportés étant moindres que ceux dont elle peut « faire usage vis-à-vis des condamnés à la détention, il n'y a aucun motif « pour ne pas soumettre les premiers au même régime que les seconds, qui « subissent tous une peine de nature politique. »

Recevez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,

A. BENOIST D'AZY.

ARRÊTÉ

au sujet d'outils à délivrer aux déportés de l'enceinte fortifiée qui ont fait preuve de bonne volonté et ont obtenu des résultats appréciables en travaillant.

Du 6 février 1875.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Conformément aux prescriptions contenues dans les dépêches ministérielles du 15 avril 1873 et du 12 septembre 1874;

Attendu qu'il importe d'encourager, à l'aide des moyens mis à la disposition de la colonie par le département, les efforts des déportés de l'enceinte fortifiée qui, par leur bonne volonté et leur travail, ont déjà obtenu des résultats appréciables;

Sur la proposition du directeur du service de la déportation,

Arrête :

Les déportés dont les noms suivent recevront, à titre gratuit, les instruments aratoires dont la nomenclature est jointe :

578 Grenet, une pioche, une houe;
498 Chocu, une bêche, un râteau;
693 Budaille, une bêche, une pioche;
627 Delaville-Leroux, une bêche, un rateau;
75 Cardin, une pioche, une pelle;
689 Lecuyer, une pioche, une bêche;
175 Thomas, une pioche, une pelle;
703 Gaigé, un râteau;
517 Baille, une pioche, une pelle;
502 Lièvre, une pioche, une bêche;
373 Dondelinger, une pelle;
305 Renaude, une pioche, une bêche;

550 Dobler, une bêche;
806 Sauéte, une bêche, une pioche;
717 Meuriot, une pioche;
586 Laprovote, une bêche, une pioche;
681 Charlot, une pioche, une pelle;
126 Testare, une bêche, une pioche;
296 Fraisse, une pioche, une pelle.

Les déportés Chocu, Budaille, Lecuyer, Thomas, Lièvre, Renaude et Meuriot, qui sont en possession d'une concession pouvant leur fournir des légumes, ne toucheront plus, à compter du 10 février, les légumes secs qui entrent dans la ration réglementaire du déporté.

L'ordonnateur et le directeur du service de la déportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 6 février 1875.

Pour le Gouverneur absent et par délégation :

L'Ordonnateur,

BOYES.

Par le Gouverneur :

Le Directeur du service de la déportation,

A. Boutin.

ARRÊTÉ

au sujet de l'habillement des femmes condamnées à la déportation.

Du 6 mars 1875.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, Chef de la Division navale,

Vu l'article 2 du décret du 31 mai 1872, réglant l'habillement et le couchage à délivrer aux déportés dans une enceinte fortifiée;

Vu l'arrêté en date du 17 octobre 1872, appliquant provisoirement aux condamnés à la déportation simple les dispositions de l'article 2 du décret ci-dessus;

Vu l'arrêté du 2 novembre 1872, fixant la durée réglementaire des objets d'habillement et de couchage délivrés aux déportés;

Attendu qu'aucune disposition n'a été prise jusqu'à ce jour relativement à l'habillement des femmes déportées, et qu'il importe de faire cesser cette lacune;

Sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire (section *Déportation*),

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le trousseau de chaque femme condamnée à la déportation des deux catégories est composé ainsi qu'il suit :

Trois chemises en coton;
Quatre mouchoirs de poche;
Une camisole de flanelle blanche;
Un jupon laine molleton;
Deux jupons coton calicot;
Deux fichus carrés en indienne;
Deux pointes fichus;
Deux tabliers coton;

Un chapeau de paille;
Trois paires bas coton cachou;
Deux paires souliers lacés;
Un peigne chignon en corne;
Un démêloir.

ART. 2.

La durée réglementaire des effets composant le trousseau demeure ainsi fixée, savoir :

DÉSIGNATION DES EFFETS.	DURÉE.
Chemise en coton	6 mois.
Mouchoir de poche	6 mois.
Camisole de flanelle blanche	8 mois.
Jupon laine molleton	1 an.
Jupon coton calicot	6 mois.
Fichu carré en indienne	1 an.
Pointe fichu	1 an.
Tablier coton	6 mois.
Chapeau de paille	1 an.
Bas coton cachou	6 mois.
Souliers lacés	6 mois.
Peigne chignon en corne	1 an.
Démêloir	18 mois.

ART. 3.

Les objets de couchage à délivrer aux femmes seront les mêmes que ceux délivrés aux hommes, quant au nombre et quant à la durée.

ART. 4.

En dehors de la durée ci-dessus fixée et sauf le cas de force majeure, il ne sera fait aucun remplacement.

Les effets déchirés ou perdus ne seront remplacés qu'après remboursement de leur valeur, par les intéressées, soit en espèces, soit en journées de travail dans les ateliers de l'État.

ART. 5.

Les dispositions qui précèdent sont provisoirement mises en exécution, sous la réserve de l'approbation des Ministres de la justice et de la marine et des colonies.

ART. 6.

L'ordonnateur et le directeur de l'administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Nouméa, le 6 mars 1875.

L. DE PRITZBUER.

DÉCISION

au sujet du travail des déportés. (Relations avec l'extérieur.)

Du 12 mars 1875.

Le Gouverneur, Chef de la Division navale,

Vu les instructions ministérielles en date du 12 septembre 1875, qui prescrivent de n'allouer qu'une ration réduite aux déportés qui refuseront d'accepter le nouveau régime de travail, sans justifier de leur incapacité d'une manière absolue;

Vu la dépêche du 13 novembre 1874;

Attendu qu'il importe d'employer tous les moyens à la disposition de l'Administration dans le but de procurer de l'occupation à ceux des déportés qui désirent sérieusement se livrer aux travaux de leur industrie;

Sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire,

Décide :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé à la presqu'île Ducos un emploi d'agent intermédiaire entre la population de Nouméa et les condamnés à l'enceinte fortifiée, pour les besoins de leur travail.

ART. 2.

Cet agent sera chargé de recueillir les noms des déportés des différentes professions qui demanderont des ouvrages à confectionner, et de les porter à la connaissance des fabricants et marchands de Nouméa.

ART. 3.

Il tiendra un carnet des commandes faites et inscrira, par ordre de dates, toutes les demandes adressées aux déportés.

Il tiendra également un carnet des travaux exécutés dont il aura à effectuer la livraison entre les mains de qui de droit.

Chacun de ces carnets sera coté et parafé par les soins du directeur de l'administration pénitentiaire et présenté à son examen chaque fois que réquisition de sa part en sera faite.

ART. 4.

L'agent intermédiaire prendra les mesures voulues pour la sauvegarde des intérêts des deux parties, et, lorsque des contestations au sujet du travail livré viendront à s'élever, il devra en référer à l'autorité administrative, qui prononcera.

ART. 5.

Les objets fabriqués par les déportés pour l'industrie de Nouméa seront payés comptant et les sommes en provenant seront remises à l'agent intermédiaire, pour être par lui versées à la caisse de la déportation.

ART. 6.

Suivant leurs besoins et sous l'appréciation du directeur de l'administration pénitentiaire, il pourra être fait aux travailleurs de la presqu'île Ducos remise de tout ou partie des sommes leur appartenant.

ART. 7.

Le surveillant de 3e classe Milliary est nommé agent intermédiaire à la presqu'île Ducos, et sera dispensé, à partir de ce jour, de toutes fonctions étrangères à cet emploi spécial.

Il se rendra au bureau de la direction chaque fois que son service l'y appellera.

Le directeur de l'administration pénitentiaire pourra accorder, dans les cas urgents, la permission de se rendre à la presqu'île Ducos à l'habitant qui aurait besoin de s'entendre verbalement avec les déportés ouvriers pour un travail important.

Dans ce cas, l'entrevue aurait lieu dans le camp du personnel libre et en présence du surveillant chef.

ART. 8.

Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution

de la présente décision, qui sera enregistrée au *Moniteur de la Nouvelle-Calédonie* et au *Bulletin officiel.*

Nouméa, le 12 mars 1875.

L. DE PRITZBUER.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

A. Charrière.

ARRÊTÉ
au sujet du travail des déportés.

Du 31 mars 1875.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, Chef de la Division navale,

Vu la loi du 25 mars 1873 ;

Vu la dépêche ministérielle du 12 septembre 1874;

Vu la lettre de M. le Garde des sceaux en date du 11 juillet 1874;

Vu les instructions de Son Exc. le Ministre de la marine et des colonies au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 16 décembre 1874;

Considérant que, s'il ressort du deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 8 juin 1850 que le législateur a eu l'intention d'obliger l'État à venir au secours des déportés alors que, malgré leurs efforts, ils ne sont point parvenus à pourvoir à leur existence, il n'a pu vouloir évidemment consacrer un droit à l'oisiveté;

Sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les déportés qui ne subviennent pas encore à leurs besoins par eux-mêmes doivent se préoccuper, dès à présent, de se créer des ressources suffisantes pour que l'État n'ait plus à leur venir en aide au bout d'un certain temps. Il faut que leur industrie ou le travail offert par l'Administration les mette à même de vivre de leurs propres deniers.

Un an après la promulgation du présent arrêté, la ration complète ne sera plus donnée qu'aux hommes que leur invalidité ou leur incapacité

physique mettrait hors d'état de travailler. A cette époque, les délivrances gratuites de viande cesseront. Elles pourront continuer à titre remboursable.

L'Administration compte marcher graduellement dans la voie de réduction, de manière à être exonérée, après un certain temps qui sera ultérieurement fixé, des charges de nourriture, de vêtements, de couchage, etc. etc. qu'elle a supportées jusqu'ici.

Elle tiendra compte, cependant, des circonstances exceptionnelles et de la plus grande difficulté qu'éprouveront les déportés de l'enceinte fortifiée à se créer des ressources suffisantes.

ART. 2.

En attendant, l'arrêté du 2 février 1875 continuera à recevoir son application à mesure que les déportés compteront deux ans de séjour dans la colonie; ceux qui vivent dans l'oisiveté seront mis en demeure de commencer à se créer des ressources par leur travail. En cas de refus, ils ne recevront plus que la ration réduite telle qu'elle est définie par le susdit arrêté. Mais aussitôt qu'un déporté déclarera vouloir revenir sur cette décision et se mettre au travail, il rentrera dans le droit commun.

ART. 3.

Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal* et au *Bulletin* officiels de la colonie et rendu exécutoire, sauf approbation par le département.

Nouméa, le 31 mars 1875.

L. DE PRITZBUER.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

A. CHARRIÈRE.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE.

Approbation des deux arrêtés des 12 et 31 mars 1875, concernant le travail des déportés.

(Direction des colonies, 3e bureau, n° 728.)

Paris, le 4 septembre 1875.

Vous m'avez adressé deux arrêtés que vous avez pris, aux dates des 12 et 31 mars dernier, en vue de réglementer le travail des déportés. Je vous félicite de l'esprit qui a présidé à leur rédaction; ils sont une intelligente interprétation des instructions que vous aviez reçues du département et donneront satisfaction, je l'espère, à tous les intérêts, aussi bien à ceux des déportés qu'à ceux de l'État.

. . . .

Recevez, etc.

Le Ministre de la marine et des colonies,

MONTAIGNAC.

RAPPORT SUR LES CONCESSIONS.

Presqu'île Küto, le 10 avril 1874.

Le système des concessions avec paillottes ayant produit de bons résultats, puisqu'aujourd'hui il n'existe plus que 135 déportés environ habitant dans les bâtiments de l'État, est et sera continué, à moins d'ordres contraires du gouverneur, jusqu'à ce que tous les déportés soient logés chez eux. C'est, à mon avis, le meilleur moyen de leur donner le goût de la propriété et de faire naître chez beaucoup le sentiment de la famille.

J'ai fait faire tout dernièrement le recensement des habitations rurales et urbaines (ces dernières sont celles qui se trouvent à proximité des centres communaux). Voici quel en a été le résultat :

COMMUNES.	CONCESSIONS	
	RURALES.	URBAINES.
1re commune	62	288
2e commune	141	153
3e commune	312	//
4e commune	164	19
5e commune	115	19
TOTAUX	794	479

Les concessions urbaines ne se composent que d'une paillotte et quelquefois d'un petit jardin pouvant donner au propriétaire des légumes pour son usage personnel; elles sont généralement habitées par des tailleurs, des cordonniers, des ferblantiers, des menuisiers, des coiffeurs, etc. travaillant pour leur compte.

La plus sérieuse de ces concessions est sans contredit celle du déporté Pinjon (matricule 38), arrivé à l'île des Pins par *la Danaé* et mis en possession d'un hectare de terrain le 17 novembre 1872. Elle se compose de 3 paillottes, dont une servant de maison de maître et les autres destinées à loger les domestiques : la première, en torchis, blanchie à la chaux, est très-confortable et a un aspect réjouissant. Dans la basse-cour on compte 240 poules, poulets et coqs, 4 oies, 5 canards, 4 dindes, 7 chèvres, 35 cochons. Un jardin d'un hectare environ est attenant à l'habitation et contient à peu près 3,000 pieds de maïs. Le déporté Pinjon possède, en outre, un jeune cheval. Il a deux déportés comme domestiques et se livre à un petit commerce d'épicerie.

Les concessions rurales, qui sont plus nombreuses (puisqu'il n'existe que deux centres définitifs, 1re et 2e communes), sont disséminées sur la partie de l'île comprise entre Küto et Cadji. Sur certains points (ainsi que de l'autre côté du grand ravin, à 1 kilomètre environ), plusieurs concessionnaires se sont groupés, et la réunion de ces paillottes forme un petit village où on vit en bonne intelligence. Elles peuvent se diviser en cinq catégories :

La première comprenant les déportés qui ont 1,000 à 1,500 mètres carrés en culture; il y en a 83;

La deuxième, ceux qui en ont de 400 à 700; il y en a 140;

La troisième, ceux qui ont de 100 à 250; il y en a 180;

La quatrième, ceux qui n'ont qu'un jardin potager; il y en a 133;

La cinquième, ceux qui n'ont pas essayé de culture; il y en a 256, ces derniers se sont éloignés des centres communaux dans le but unique de s'isoler afin de se livrer plus facilement à leurs penchants d'indolence et de paresse.

Les plus importantes sont celles des déportés Jeanson (matricule 502), arrivé sur *la Guerrière*, le 8 novembre 1872. Elle se compose d'un hectare de terrain, sur lequel il a un jardin potager, 6,000 pieds de maïs environ, 70 têtes de volailles et deux paillottes;

Mongin (matricule 154), arrivé sur *la Danaé*, le 4 octobre 1872. Il possède une vingtaine de poules et de poulets, 6,000 pieds de maïs et une paillotte attenante à un jardin potager;

Fleuret (matricule 1931), arrivé sur *l'Orne*, le 12 mars 1873. Il possède 10,000 pieds de maïs et une paillotte;

Champy (matricule 798), arrivé sur *la Garonne*, le 9 novembre 1872. Il possède une quinzaine de poules, 12,000 pieds de maïs et deux paillottes attenantes à un jardin potager;

Blandin (matricule 838), arrivé sur *la Garonne*. Il possède quelques volailles, 6,000 pieds de maïs et une paillotte;

Enfin Brugny (matricule 948), arrivé sur *la Garonne*, qui possède une vingtaine de volailles, 5,000 pieds de maïs et une paillotte.

Dans quelque temps d'ici, on pourra former des groupes de concessionnaires. C'est un travail qui ne manquera pas de difficultés et qui, à mon avis, ne pourra être entrepris que quand les centres des communes seront fixés d'une manière définitive.

Il y aura ensuite à faire des chemins pour relier les différents groupes, car, jusqu'à présent, il n'y a que des sentiers.

Aujourd'hui, grâce à ce système, que les déportés ont de suite adopté, nous n'avons plus, comme je l'ai dit plus haut, que 135 déportés logeant dans les bâtiments de l'État, et on peut dire, sans trop s'avancer, que ceux-là sont les moins susceptibles de contribuer au progrès de la colonisation en Nouvelle-Calédonie.

La différence de 809 entre le nombre total des déportés présents et celui des déportés qui ont cherché à se construire une habitation s'explique facilement par ce fait que certains concessionnaires donnent quelquefois l'hospitalité à un ou deux de leurs camarades en attendant que ceux-ci construisent pour leur propre compte et puissent s'en aller chez eux.

Il est bon de faire remarquer que l'administration locale n'a rien dépensé pour en arriver à ce résultat: les quelques outils de première nécessité, tels que pioches, pelles, houes, serpes, faucilles, qui ont servi aux concessionnaires, leur appartiennent. Ils ont été fournis par le magasin du matériel de l'établissement et remboursés par ceux qui les avaient demandés. Nous ne leur avons donné que des boîtes de conserves vides, des tonneaux ayant contenu du vin, des barils de farine vides et quelques caisses provenant d'envois faits par le chef-lieu à l'officier d'administration. Enfin les visites périodiques faites dans les concessions prouvent que les déportés se trouvent bien de cet état de choses et que les voisins vivent en bonne intelligence.

Les résultats obtenus en si peu de temps avec les faibles ressources mises à la disposition de ces hommes de bonne volonté sont assez satisfaisants pour qu'on puisse s'en féliciter; mais nous sommes loin encore du moment où ces cultivateurs subviendront à leurs besoins, surtout si on ne leur vient pas en aide, si on ne les encourage pas par quelques cadeaux pouvant leur être utiles : des graines potagères, par exemple, qui coûtent très-cher ici, quelques instruments de jardinage ou de labour, quelques

porcs, moutons, vaches. Je suis persuadé qu'ils travailleraient avec beaucoup plus d'ardeur, qu'ils songeraient alors à récolter pour les autres et qu'ils ne considéreraient plus avec épouvante, parce qu'ils ne s'en préoccuperaient plus, cette épée de Damoclès suspendue sur leur tête : la suppression des vivres.

Tels sont, Monsieur le Gouverneur, les renseignements que j'ai à vous fournir sur la situation actuelle des concessions de terre à l'île des Pins.

Fait à la presqu'île Küto, le 10 avril 1874.

Le Chef d'arrondissement,

BOUTIN.

Pour copie conforme :

Le Directeur du service de la déportation,

CHANLOU.

Premières mesures prises par le contre-amiral, commissaire plénipotentiaire, à son arrivée, pour assurer la surveillance de la presqu'île Ducos.

Procès-verbal de la séance du 1er juillet 1874.

Le 1er juillet 1874, à trois heures du soir, se sont réunis dans le cabinet du gouverneur, à la demande de M. le contre-amiral Ribourt, commissaire plénipotentiaire du Gouvernement :

MM. Gaultier de la Richerie, capitaine de vaisseau, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie;

Alleyron, colonel d'infanterie de marine, commandant militaire;

Chanlou, commissaire adjoint de la marine, directeur du service de la déportation;

Mounier, chef d'escadron, directeur d'artillerie;

Pasquier, chef d'escadron, commandant la gendarmerie;

Klein, capitaine, directeur du génie;

Henry, capitaine des compagnies indigènes, directeur des travaux de la déportation.

M. le commissaire plénipotentiaire entre dans la salle et prend la présidence.

Il expose le but de la réunion, qui est d'examiner si l'on peut faire des travaux à la presqu'île Ducos permettant de prévenir toute évasion, notamment entourer une enceinte d'un mur, dans laquelle enceinte les déportés rentreraient tous les soirs.

Il fait connaître à la réunion qu'après avoir cité les nombreuses critiques dont le choix de la presqu'île Ducos a été l'objet de la part de différents fonctionnaires et officiers généraux qui ont une connaissance personnelle des lieux, le Ministre exprime le désir, cependant, qu'on examine encore une fois cette presqu'île comme lieu de déportation, et il donne lecture de l'extrait suivant des instructions qui lui ont été adressées sur ce sujet :

(*EXTRAIT.*)

Toutefois, comme ces appréciations ne semblent pas s'appuyer sur une étude approfondie des conditions topographiques de la presqu'île, il convient d'examiner, à fond et sur place, la question de savoir si l'isolement réel de la presqu'île, par terre et par mer, est réellement impossible à réaliser au moyen de travaux d'enceinte, d'un emploi différent du personnel de surveillance et du concours de l'effectif naval ;

Si, par exemple, la construction d'un mur d'enceinte, comprenant toutes les habitations des déportés et où ces derniers seraient enfermés tous les soirs, ne suffirait pas pour remédier aux inconvénients de l'état de choses actuel.

Dans le cas où l'on parviendrait à réaliser cet isolement, il est certain que la proximité de l'établissement ne serait plus un sujet d'inquiétude pour les habitants du chef-lieu, et qu'au point de vue de l'ordre, cette proximité permettrait au contraire, en cas d'émeute, de porter un secours rapide à la force armée internée dans la presqu'île.

Bien qu'il ne faille pas, en présence d'un danger public, hésiter à faire des sacrifices matériels, le chiffre élevé des dépenses d'installations déjà faites impose au moins le devoir de ne décider l'abandon de ces installations qu'en présence d'une nécessité bien constatée.

Si cette nécessité est établie, il y aura lieu de rechercher, etc. etc. . . . . .

Cette lecture faite, M. le contre-amiral, commissaire plénipotentiaire, prend, dans l'ordre suivant, l'avis de chacun des membres de la réunion.

Le Directeur du génie pense que la construction de ce mur est faisable, mais qu'elle coûtera fort cher; néanmoins, que la dépense sera moins forte que celle résultant de la translation des déportés sur un autre territoire, et que plus ils seront placés loin de Nouméa, plus leur évasion en masse sera facile.

Le Directeur des travaux de la déportation trouve qu'il vaut mieux abandonner la presqu'île Ducos que de faire de nouveaux travaux d'emménagement.

Le Commandant de gendarmerie émet la même opinion.

Le Directeur d'artillerie également.

Le Directeur de la déportation émet l'opinion que, quelque complets que puissent être les travaux d'enceinte, ils ne pourront empêcher les évasions par terre que dans une certaine mesure, et que la surveillance par mer,

dont on doit surtout se préoccuper, sera toujours très-difficile à cause du voisinage du port de Nouméa; il estime, en conséquence, qu'il y a lieu d'abandonner la presqu'île Ducos et de choisir un autre lieu comme territoire de la déportation dans une enceinte fortifiée.

M. le Commandant militaire pense qu'il est indispensable d'abandonner la presqu'île Ducos, et que, pour prévenir les évasions, les frais de surveillance de terre et de mer amèneraient des dépenses bien autrement élevées que celles résultant d'un changement.

Le Gouverneur ne peut que se référer à toutes les opinions qu'il a soumises au département. Il partage la question ci-dessus en deux parties : celle qui a rapport à l'installation matérielle et celle qui concerne la position morale des condamnés; il croit qu'il est dangereux de les laisser à côté de notre chef-lieu et qu'en cas de troubles sérieux survenus dans la métropole et appris tout à coup dans la colonie, rien n'empêcherait ces condamnés d'arriver tumultueusement en ville. Ce qui ne veut pas dire qu'ils auraient le succès, et le gouverneur est heureux de pouvoir renouveler ici l'expression de la confiance qu'il a dans tous les services militaires attachés au service de la colonie.

Le Commissaire plénipotentiaire pense qu'en dehors du danger provenant de la proximité de la ville de Nouméa et des relations toujours possibles avec les transportés de la Commune internés à l'île Nou, il est urgent d'abandonner la presqu'île Ducos.

Quelles que soient les mesures qui pourront être prises, en raison du malheureux choix de ce lieu d'internement, les évasions seront toujours à craindre.

Il expose, d'après ses visites dans la presqu'île, que différentes dispositions doivent êtres prises pour assurer d'une manière plus effective la surveillance des condamnés. Ce sont les suivantes :

Surveillance territoriale.

1° Faire rentrer dans le camp Numbo tous les déportés disséminés à l'ouest du chemin de ronde (une vingtaine environ).

2° Établir un poste de surveillants entre les vallées Tindu et Numbo, au col dit *des Quatre-Bras*, pour relier entre eux les postes de Numbo et de Tindu.

Établir en outre, à ce point, une barrière pour limiter la zone dans laquelle les déportés sont autorisés à circuler.

Disposer enfin des poteaux indicateurs dans les autres parties de l'enceinte.

3° Établir un mât de signaux près de la case des surveillants de la baie Tindu pour appeler, s'il est nécessaire, l'attention de la canonnière *la Bayonnette* (un ballon ou un fanal).

En cas d'alerte prévue, un petit poste militaire pourrait camper sur ce point, pendant la nuit seulement.

4° Établir un sémaphore sur le sommet de Kumuru, qui serait gardé par le poste de surveillants de l'isthme.

Établir une barrière en travers de l'isthme et des poteaux indicateurs à 50 mètres vers l'est.

5° Porter, quand il y aura possibilité, l'effectif des troupes à cent vingt hommes, et adjoindre un lieutenant au commandant du pénitencier.

6° Interdire aux marchands toute communication avec l'extérieur, en autorisant l'envoi des provisions à l'anse M'bi seulement, par les correspondants de Nouméa.

Les caisses, visitées avec grand soin, seraient portées au camp de Numbo par les transportés du territoire militaire.

Toutes les lettres, sans exception, seraient remises au commandant.

L'entrée de tout journal ou écrit politique serait formellement interdite.

7° Le règlement du service général des surveillants devra être revisé et augmenté, et présenté le plus tôt possible au gouverneur.

Le règlement sur le service à faire par les troupes, infanterie, artillerie et gendarmerie, sera revisé par le commandant militaire et présenté le plus tôt possible au gouverneur.

Surveillance du littoral de la presqu'île Ducos.

La surveillance de la presqu'île Ducos pourrait être exercée par trois stationnaires, dont deux seraient chargés de la garde du littoral nord et le troisième du littoral sud.

Placés à ces mouillages, ces bâtiments surveilleraient facilement, de jour, les abords de la presqu'île. La surveillance de nuit serait faite par les rondes de leurs embarcations.

Un sémaphore placé sur le sommet de Kumuru peut, au moyen de signaux très-simples, signaler les évasions et la direction prise par les évadés. Il communique avec les trois stationnaires.

La surveillance de la rade de Nouméa serait exercée par les navires de guerre mouillés sur rade, et, à défaut de navires de guerre, par les embarcations de la direction du port.

Une chaloupe à vapeur se tiendrait sous les feux, prête, en cas d'alerte, à prendre la direction signalée par le sémaphore.

Mouillage des stationnaires.

La canonnière *la Bayonnette* au nord de la presqu'île.

Relèvements du mouillage :

Pointes nord et ouest de Kumuru, l'une par l'autre;

Ile Tindu un peu ouverte au nord de la pointe ouest de la baie Vatimburu.

Le cotre *le Tariirii* au nord de la presqu'île.

Relèvements du mouillage :

Pointes ouest et sud-ouest de l'île Nie, l'une par l'autre,

La canonnière *la Bayonnette* à l'est.

Le ponton *le Cyclope*, au sud de la presqu'île.

Relèvements du mouillage :

Pointe nord-est de l'île Freycinet et pointe ouest de Kumuru, l'une par l'autre;

Pointe sud de Kuauri, un peu ouverte au nord de la pointe N'da.

Le cotre *le Tariirii* se tiendrait en appareillage. En cas d'évasion, il filerait sa chaîne et appuierait la chasse aux évadés.

SÉMAPHORE DE KUMURU.

SIGNAUX DE JOUR ET DE NUIT.

Évasion par le Nord.

De jour : un ballon en tête de mât;

De nuit : une fusée. — Un fanal en tête de mât.

Évasion par le Sud.

De jour : deux ballons en tête de mât;
De nuit : une fusée. — Deux fanaux en tête de mât.

Évasion par l'Ouest.

De jour : trois ballons en tête de mât;
De nuit : une fusée. — Trois fanaux en tête de mât.
Les signaux seront répétés par le ponton *le Cyclope*.

Le gouverneur, consulté, ne fait aucune objection à ces dispositions prescrites par l'amiral, et déclare que quelques-unes sont déjà en voie d'exécution d'après ses ordres.

Fait et clos les jour, mois et an que dessus.

CHANLOU, HENRY, PASQUIER, KLEIN,
MOUNIER, ALLEYRON.

Le Gouverneur, capitaine de vaisseau,

E.-G. DE LA RICHERIE.

Le Contre-Amiral,
Commissaire plénipotentiaire du Gouvernement,

RIBOURT.

NOTA. Le 12 juillet, on a pu faire fonctionner le télégraphe électrique qui relie Nouméa à la presqu'île Ducos.

RIBOURT.

Pour copie conforme :

Le Directeur du service de la déportation,

E. CHANLOU.

ARRÊTÉ

portant adoption d'un système de signaux de jour et de nuit pour faciliter la transmission des ordres entre Nouméa, la presqu'île Ducos et les bâtiments affectés à la surveillance du littoral de cette presqu'île. — Annexes.

Du 6 octobre 1874.

LE GOUVERNEUR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES

ARRÊTE :

Pour faciliter la transmission des ordres entre Nouméa, la presqu'île Ducos et les bâtiments affectés à la surveillance du littoral de cette presqu'île, il sera adopté, à l'avenir, un système de signaux de jour et de nuit.

Les postes reliés par ce système de signaux seront :

1° Le mât de pavillon de la direction du port;
2° Le mât de pavillon de Kuauri (baie M'bi);
3° *Le Cyclope;*
4° Le mât de pavillon de Kumuru;
5° *La Bayonnette;*
6° Le mât de pavillon de Uatimburu.

Par les soins de M. le commandant territorial de la presqu'île Ducos, des guetteurs munis de longues-vues seront désignés pour le service des trois mâts de signaux de la presqu'île.

Les signaux de jour consisteront dans l'emploi, pour chaque poste, de trois boules rouges et de trois pavillons (*l'un jaune, l'autre mi-partie rouge et jaune, et le troisième pavillon national*).

Les signaux de nuit consisteront en fusées ordinaires et en feux Coston de diverses couleurs.

Chaque poste devra avoir :

Vingt fusées et deux séries complètes de feux Coston.

Les feux Coston et les fusées seront toujours tenus au complet; ils seront renfermés dans une caisse à poudre en cuivre, placée à l'abri de l'humidité.

Le Cyclope et *la Bayonnette*, la direction du port et le service de la déportation, pour la presqu'île Ducos, adresseront à M. l'ordonnateur les demandes nécessaires pour compléter leurs pavillons, boules et longues-vues, ainsi que les fusées et les feux Coston.

En général, pour marquer, soit de jour, soit de nuit, qu'un signal de la presqu'île a été compris de la police maritime et de Nouméa, tous les postes et bâtiments répéteront identiquement le signal convenu.

Les signaux entre Kuauri et la direction du port sont établis dans la prévision de la rupture de la ligne télégraphique, qui interromprait toute communication immédiate entre Nouméa et la presqu'île.

Les signaux de jour restent maintenus en tête de mât, à terre et à bord, jusqu'à ce que le commandant territorial ait jugé que les recherches ou secours extérieurs sont devenus inutiles.

Quand le mât de Kuauri amènera le signal, les autres postes imiteront la manœuvre.

Au signal d'un tumulte quelconque dans l'enceinte fortifiée, *la Bayonnette* allumera les feux de sa chaudière et viendra, en cas de révolte confirmée par un signal prévu, s'embosser par le travers du camp de déportés de la baie Uatimburu; *le Cyclope* disposerait une embossure, pour présenter sa batterie au camp de Numbo.

Les mêmes dispositions seraient prises dans le cas d'un incendie sérieux dans la presqu'île.

Il est bien entendu qu'au cas d'une alerte grave, les prescriptions contenues dans les ordres des 14 juillet et 12 août 1874 (*tirer trois coups de canon*) seraient mises en vigueur. On exécutera, en même temps, les signaux que nécessitent les circonstances du moment.

Le poste de Uatimburu sera chargé de l'échange des plis entre la presqu'île et *la Bayonnette;* le signal d'un pli à prendre ou d'une demande de commande de communication de la presqu'île sera fait par Kuauri. Ce signal sera répété par *le Cyclope*, Kumuru et Uatimburu.

Dans ce cas, *le Cyclope* enverra une embarcation à M'bi.

Un répertoire des signaux de nuit et de jour sera délivré à chaque bâti-

ment chargé de la surveillance du littoral, à la presqu'île Ducos, et au capitaine de port.

Le présent arrêté sera communiqué à l'ordonnateur, au directeur de la déportation, à *la Bayonnette*, au *Cyclope*, au commandant territorial de la presqu'île Ducos, au capitaine de port et à l'artillerie.

Nouméa, le 6 octobre 1874.

ALLEYRON.

ANNEXE N° 1.

Délivrance d'un nouveau répertoire des signaux de nuit de la presqu'île Ducos.

Du 9 octobre 1874.

Conformément, etc.

La direction d'artillerie ne pouvant fournir la quantité de feux Coston nécessaire pour le service des signaux de nuit de la presqu'île Ducos, un nouveau répertoire de ces signaux sera envoyé à chaque capitaine de bâtiment, au service de la déportation et à la direction du port.

Les signaux de nuit se feront, à l'avenir, au moyen de fusées et de moines qui seront délivrés par l'artillerie, mais qui ne seront pas prêts avant quinze jours.

Chaque poste ou bâtiment devra avoir vingt fusées et vingt-cinq moines.

Le présent ordre sera communiqué au service de la déportation, aux capitaines de *la Bayonnette* et du *Cyclope*, à l'artillerie et à la capitainerie de port.

Nouméa, le 9 octobre 1874.

Par ordre :

L'Aide de camp,

B. CROVA.

RÈGLEMENT

concernant le service de la prison à l'île des Pins.

ARTICLE PREMIER.

Les déportés condamnés par les conseils de guerre à la reclusion ou à l'emprisonnement, qui auront des frais de justice à payer, seront formés en atelier et mis à la disposition de M. le lieutenant Kay, chargé des travaux. Il sera tenu un compte exact du nombre des journées pendant lesquelles on les aura employés.

Le prix de la journée de travail sera décompté d'après le degré d'habileté et le genre de travail de l'ouvrier, en suivant les bases de l'arrêté du gouverneur du 17 octobre 1872. Ceux d'entre les prisonniers de cette catégorie qui refuseraient de travailler seraient formés en atelier disciplinaire et obligés, sous peine de punition sévère, de fournir du travail; mais, dans ce cas, la journée ne leur sera plus payée que 50 centimes.

Ceux qui n'ont pas de frais de justice à payer et qui demanderont à travailler pourront y être autorisés dans les mêmes conditions que les autres.

Un surveillant accompagnera toujours les détenus sur les chantiers et les ramènera à la prison.

Dans aucun cas, les déportés de cette catégorie ne pourront être employés à des services particuliers.

Les déportés en prévention ne pourront communiquer avec personne. Ils ne sortiront pas de la prison. On leur portera leur nourriture.

Pendant l'heure des repas, une heure le matin et une heure le soir, la porte de la prison restera ouverte et les prisonniers pourront prendre l'air et se promener dans le préau qui sépare les deux salles.

ART. 2.

Le surveillant investi des fonctions de concierge sera chargé de la garde, de la police, de la nourriture et de la propreté des détenus.

Il veillera également à la propreté des salles.

Les clefs seront déposées chez lui.

Le déporté qui occupera l'emploi de guichetier portera de l'eau aux individus en prévention, ira chercher leurs vivres et fera leur cuisine. Les prisonniers nettoieront eux-mêmes les salles sous la surveillance du concierge.

ART. 3.

Il sera interdit de fumer dans les salles, d'y faire du feu et d'y avoir de la lumière.

Les détenus condamnés ou en prévention seront autorisés à faire acheter par l'intermédiaire du concierge certains objets et aliments dont la nomenclature sera fixée.

Ils devront se laver tous les matins la figure, les mains et les pieds. Ceux condamnés à l'emprisonnement porteront les cheveux et la barbe comme ils le voudront.

Les cheveux seront coupés court et la barbe rasée pour les condamnés à la reclusion.

Les infractions au règlement de police seront punies de la privation de faire des achats au dehors et de sortir de la salle pendant l'heure des repas.

Enfin, les récalcitrants pourront être mis au pain et à l'eau.

Le régime alimentaire des détenus sera jusqu'à nouvel ordre le même que celui des déportés libres.

L'heure des repas sera ainsi fixée :

Pour les prévenus.	le matin, à 9 heures. le soir, à 4 h. 1/2.
Pour les autres prisonniers.	le matin, à 10 h. 1/2. le soir, à 6 heures.

ART. 4.

Le présent ordre sera mis à exécution en attendant l'approbation de l'autorité supérieure.

Presqu'île Kuto, le 14 décembre 1874.

Le Chef d'arrondissement

BOUTIN.

Approuvé :

Le Gouverneur,

ALLEYRON.

État comparatif des travaux exécutés à la presqu'île Ducos, et pour leur compte et des travaux en

Nos D'ORDRE.	NATURE DES TRAVAUX.	NOMBRE des COMMANDES.	PRODUITS.
1	Tapisserie	2	21f 55c
2	Briques	1	745 15
3	Confections pour hommes	28	387 50
4	Chapellerie	15	147 50
5	Menuiserie et ébénisterie	34	3,085 46
6	Poterie	5	78 00
7	Reliure	8	81 75
8	Peinture en bâtiments	4	173 75
9	Confections pour femmes	11	133 50
10	Ouvrages en os	7	38 00
11	Horlogerie	3	22 00
12	Gravure sur acier	1	80 00
13	Cordonnerie	7	108 00
14	Musique (Copie de)	1	5 00
15	Articles de tourneur en bois	4	82 75
16	Charbon de bois	3	278 50
17	Ouvrages en cheveux	1	2 00
18	Sculpture sur bois	3	53 00
19	Fabrication d'outils	2	45 00
20	Photographie	2	53 30
21	Sciage de long	1	25 00
22	Divers. (Raccommodage, etc.)	2	48 00
23	Librairie	2	36 00
24	Comestibles. (Œufs.)	1	9 75
25	Chaudronnerie	1	146 00
	TOTAUX	149	5,886 46

personnel, par les déportés, depuis le 22 mars jusqu'au 15 juin 1875 inclusivement, cours d'exécution.

Nos D'ORDRE.	NATURE DES TRAVAUX.	NOMBRE des COMMANDES.	PRODUITS.
	TRAVAUX EN COURS D'EXÉCUTION.		
1	Tapisserie	1	88f 00c
2	Briques. (Des commandes sont faites et le four est en marche.)	//	//
3	Confections pour hommes	4	149 50
4	Chapellerie	6	115 00
5	Menuiserie et ébénisterie	29	3,522 00
6	Poterie	//	//
7	Reliure	3	125 00
8	Peinture en bâtiments	12	595 25
9	Confections pour femmes	10	120 00
10	Ouvrages en os	//	//
11	Horlogerie	4	75 00
12	Gravure sur acier	//	//
13	Cordonnerie	3	46 60
14	Musique (Copie de)	2	15 00
15	Articles de tourneur en bois	2	15 00
16	Charbon de bois	1	252 00
17	Ouvrages en cheveux	1	6 00
18	Sculpture sur bois	2	452 00
19	Fabrication d'outils	4	152 00
20	Photographie	//	//
21	Sciage de long	2	145 50
22	Divers. (Raccommodages, etc.)	1	107 00
23	Librairie	//	//
24	Comestibles. (Œufs.)	//	//
25	Chaudronnerie	1	25 00
26	Fabrication de formes	1	39 00
	TOTAUX	79	6,044 85

Nouméa, juin 1875.

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHARRIÈRE.

État comparatif des travaux exécutés à la presqu'île Ducos, et pour leur compte per
et des travaux en

NATURE DES TRAVAUX.	TRAVAUX EXÉCUTÉS DU 22 MARS AU 3 SEPTEMBRE				
	NOMBRE DE COMMANDES			PRODUITS	
	du 22 mars au 15 juin.	du 16 juin au 3 septembre.	TOTAUX.	du 22 mars au 15 juin.	du 16 juin au 3 septembre.
Tapisserie	2	2	4	21f 55c	91f 00c
Briques	1	//	1	745 15	//
Confections pour hommes	28	43	71	387 50	620 75
Chapellerie	15	14	29	147 50	332 35
Menuiserie et ébénisterie	34	58	92	3,085 46	2,856 82
Poterie	5	9	14	78 00	240 00
Reliure	8	17	25	81 75	389 75
Peinture en bâtiments	4	6	10	173 75	200 00
Confections pour femmes	11	8	19	133 50	96 50
Ouvrages en os	7	3	10	38 00	17 50
Horlogerie et bijouterie	3	18	21	22 00	325 50
Gravure sur acier	1	4	5	80 00	80 00
Cordonnerie	7	29	36	108 00	554 95
Musique et manuscrits (Copie de)	1	1	2	5 00	10 00
Articles de tourneur en bois	4	12	16	82 75	253 50
Charbons de bois	3	14	17	278 50	265 00
Ouvrages en cheveux	1	1	2	2 00	6 00
Sculpture sur bois	3	7	10	53 00	196 00
Fabrication d'outils	2	2	4	45 00	50 00
Photographie	2	4	6	53 30	60 00
Sciage de long	1	6	7	25 00	99 60
Divers. (Raccommodages, etc.)	1	1	2	10 00	3 75
Lingerie	//	12	12	//	135 60
Librairie	2	1	3	36 00	19 00
Comestibles. (Œufs et légumes.)	1	9	10	9 75	87 75
Pouliage	1	6	7	38 00	102 00
Chaudronnerie	1	4	5	146 00	77 96
Peinture de genre (à l'huile)	//	2	2	//	50 00
Articles de tourneur sur métaux	//	1	1	//	16 00
Ferblanterie	//	5	5	//	95 65
Mégisserie	//	1	1	//	5 00
Fabrication de chaises	//	1	1	//	8 00
Fabrication de formes en bois	//	4	4	//	29 00
Vannerie	//	2	2	//	24 00
Autographie et lithographie	//	//	//	//	//
Savonnerie	//	//	//	//	//
TOTAUX	149	307	456	5,886 46	7,398 93

CERTIFIÉ EXACT le présent état arrêté au 3 septembre 1875 inclusivement.

Presqu'île Ducos, le 5 septembre 1875.

L'Agent intermédiaire,

BOURNADET.

sonnel, par les déportés, depuis le 22 mars jusqu'au 3 septembre 1875 inclusivement, cours d'exécution.

1875. TOTAUX des produits.	TRAVAUX SUR COMMANDES en COURS D'EXÉCUTION. Nombre de commandes.	Produits.	TRAVAUX EXÉCUTÉS SANS COMMANDES et destinés à la vente. Nombre d'articles.	Estimation approximative.	OBSERVATIONS.
112f 55c	1	150f 00c	//	//	L'industrie du savon donne de très-bons résultats. Le nommé Rivière, très-habile ouvrier, a fourni des échantillons remarquables, et l'Administration vient de lui avancer 300 kilogrammes de matières grasses (huile de coco) et la potasse nécessaire pour commencer les travaux.
745 15	//	//	//	//	
1,008 25	12	165 50	//	//	
479 85	8	350 00	//	//	
5,942 28	24	3,325 00	20	1,500f 00c	
318 00	10	180 00	4	50 00	
471 50	5	124 50	//	//	
373 75	2	250 00	//	//	
230 00	4	68 00	//	//	
55 50	1	25 00	//	//	
347 50	5	250 00	//	//	
160 00	4	100 00	//	//	
662 95	10	540 00	//	//	
15 00	//	//	//	//	
336 25	6	150 00	7	80 00	
543 50	8	355 50	100	250 00	
8 00	//	//	//	//	
249 00	2	250 00	15	50 00	
95 00	2	75 00	//	//	
113 30	5	100 00	20	60 00	
124 60	//	//	//	//	
13 75	//	//	//	//	
135 60	3	65 00	//	//	
55 00	//	//	//	//	
97 50	//	//	//	//	
140 00	1	125 00	//	//	
223 96	3	150 25	//	//	
50 00	//	//	4	150 00	
16 00	//	//	//	//	
95 65	3	90 75	//	//	
5 00	3	50 00	//	//	
8 00	2	99 00	//	//	
29 00	4	36 00	20	40 00	
24 00	6	140 00	15	25 00	
//	2	1,500 00	//	//	
//	2	500 00	//	//	
13,285 39	138	9,214 50	205	2,205 00	

VU ET VÉRIFIÉ :

Le Commandant territorial,

BASCANS.

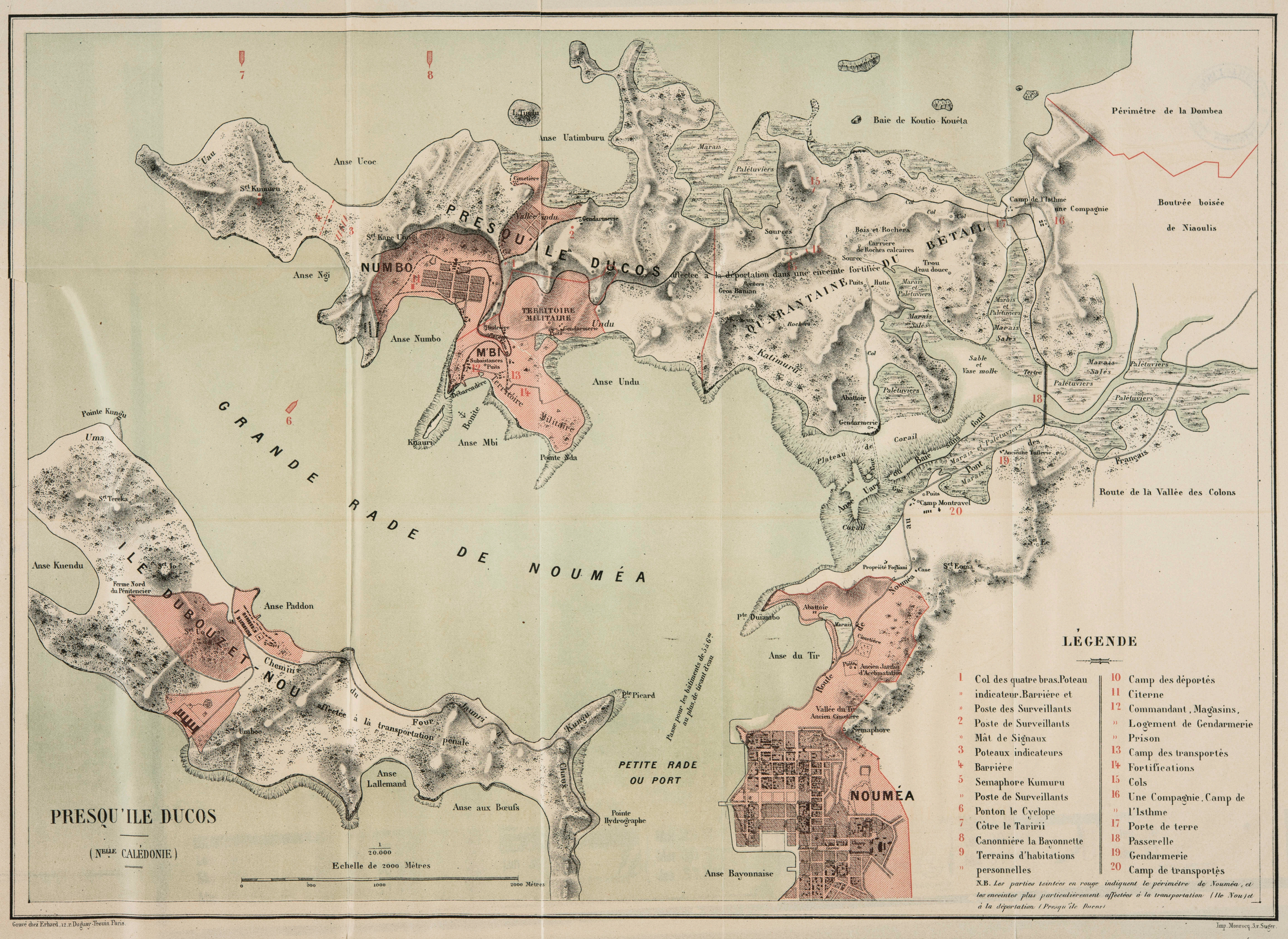
VU :

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHARRIÈRE.



Gravé chez Erhard, 12, rue Duguay-Trouin, Paris.
Imp. Monrocq 3 r. Suger


PRESQU'ILE DUCOS
(Nelle CALÉDONIE)
1/20.000
Echelle de 2000 Mètres
0
500
1000
2000 Mètres
GRANDE RADE DE NOUMÉA
PETITE RADE OU PORT
PRESQU'ILE DUCOS affectée à la déportation dans une enceinte fortifiée
QUARANTAINE DU BÉTAIL
ILE DUBOUZET-NOU affectée à la transportation
NUMBO
M'BI
TERRITOIRE MILITAIRE
NOUMÉA
Anse Ucoc
Anse Uatimburu
Anse Ngi
Anse Numbo
Anse Undu
Anse Mbi
Anse Kuendu
Anse Paddon
Anse Lallemand
Anse aux Bœufs
Anse du Tir
Anse Bayonnaise
Baie de Koutio Kouéta
Périmètre de la Dombea
Boutrée boisée de Niaoulis
Camp de l'Isthme
une Compagnie
Route de la Vallée des Colons
Pointe Kungu
Pointe Nda
Pointe Hydrographe
Pte Picard
Pte Duiambo
Passe pour les bâtiments de 5 à 6m au plus de tirant d'eau
Ferme Nord du Pénitencier
Camp Montravel
Propriété Fogliani
Abattoir
Cimetière
Ancien Jardin d'Acclimatation
Vallée du Tir
Ancien Cimetière
Sémaphore
Marais
Palétuviers
Sources
Bois et Rochers
Carrière de Roches calcaires
Trou d'eau douce
Gendarmerie
Sable et Vase molle
Plateau de Corail
Gravé chez Erhard, 12, r. Duguay-Trouin Paris
LÉGENDE
1 Col des quatre bras. Poteau
» indicateur. Barrière et
» Poste des Surveillants
2 Poste de Surveillants
» Mât de Signaux
3 Poteaux indicateurs
4 Barrière
5 Semaphore Kumuru
» Poste de Surveillants
6 Ponton le Cyclope
7 Côtre le Taririi
8 Canonnière la Bayonnette
9 Terrains d'habitations
» personnelles
10 Camp des déportés
11 Citerne
12 Commandant, Magasins,
» Logement de Gendarmerie
» Prison
13 Camp des transportés
14 Fortifications
15 Cols
16 Une Compagnie. Camp de
» l'Isthme
17 Porte de terre
18 Passerelle
19 Gendarmerie
20 Camp de transportés
N.B. Les parties teintées en rouge indiquent le périmètre de Nouméa, et les enceintes plus particulièrement affectées à la transportation (Ile Nou) et à la déportation (Presqu'île Ducos)
Imp. Monrocq, 3 r. Suger.



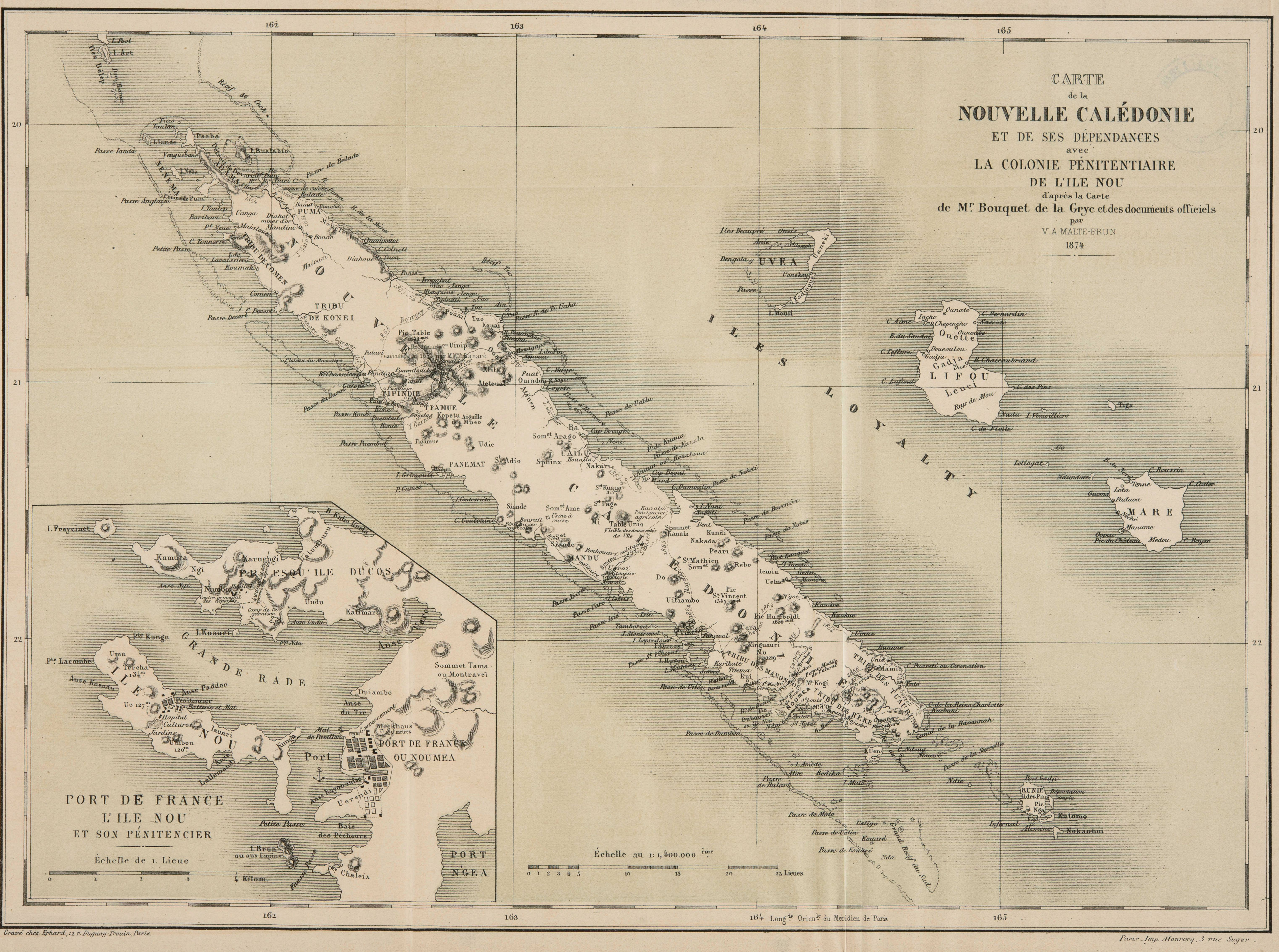
Gravé chez Erhard, 12, r. Duguay-Trouin Paris.

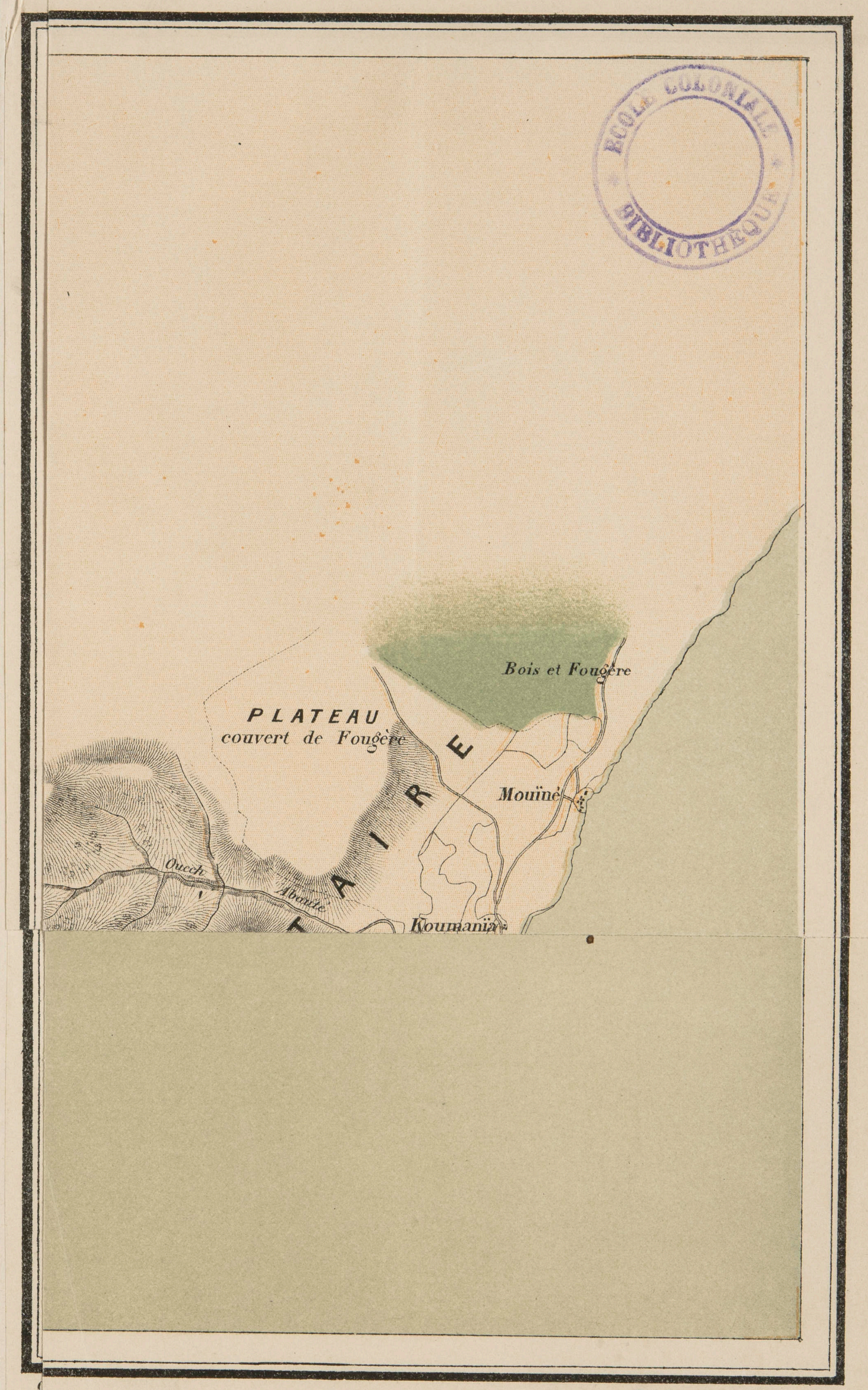
Imp. Monrocq, 3, r. Suger.

$\frac{1}{75,000}$


Echelle de 6000 Mètres

500 1000 2000 4000 6000 Mètres


CARTE
de la
NOUVELLE CALÉDONIE
ET DE SES DÉPENDANCES
avec
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
DE L'ILE NOU
d'après la Carte
de Mr. Bouquet de la Grye et des documents officiels
par
V. A. MALTE-BRUN
1874
ILES LOYALTY
UVEA
LIFOU
MARE
NOUVELLE CALÉDONIE
TRIBU DE KONEI
PANEMAT
MANDU
NOUMEA
KUNIE
I. des Pins
Passe de Balade
Passe Anglaise
Passe de Dumbéa
Grand Récif du Sud
Canal de la Havannah
I. Amédée
I. Ouen
Pic Humboldt
Pic St. Vincent
Échelle au 1: 1,400.000 ème
Lieues
PORT DE FRANCE
L'ILE NOU
ET SON PÉNITENCIER
Échelle de 1. Lieue
Kilom.
PRESQU'ILE DUCOS
GRANDE RADE
ILE NOU
PORT DE FRANCE OU NOUMEA
PORT N'GEA
Baie des Pêcheurs
I. Freycinet
I. Kuauri
Pénitencier
Sommet Tama ou Montravel
Long.de Orient.le du Méridien de Paris
162
163
164
165
20
21
22
Gravé chez Erhard, 12 r. Duguay-Trouin, Paris.
Paris, Imp. Monrocq, 3 rue Suger.



Paris. Imp. Monrocq.


NOUVELLE CALÉDONIE ET DÉPENDANCES
Service Topographique
TABLEAU D'ASSEMBLAGE
de la PARTIE OCCIDENTALE de L'ILE DES PINS comprenant
le Territoire militaire et les Cinq Communes affectées
à la
DÉPORTATION SIMPLE
Levé sur le Terrain d'Avril à Octobre 1875
par Mr. Caujolle Géomètre
Echelle de 1m. à 20.000 mètres
LÉGENDE
Parties boisées
Jardins
Terres cultivées
Terres incultes
TERRITOIRE NON LEVÉ
PLATEAU
Sol Ferrugineux et aride
PLATEAU couvert de Fougère
TERRITOIRE MILITAIRE
KOUMANIA
Pic N'Ga
Pic Moumé
KAA
Camp de la Transportation
Anse Kanumera
BAIE D'URO
PRESQU'ILE KUTO
1re Commune
URO
2ème Commune
3ème Commune
4ème Commune
5ème Commune
GADJI
Campement des Arabes
FORÊT
FORÊT
Rond Point
Tsapeu
BAIE D'UAMŒO
I. UENTO
I. KOÉ
I. KUMO
Poste d'observation
CONTENANCES
1ère Zône, dite madréporique, comprise entre la mer et la ligne rouge ... 1298hec. 67a. 28c
2ème Zône, dite cultivable, située entre la ligne rouge et la ligne noire ... 178 . 52.32
3ème Zône, dite vague ou aride, située à l'Est de la ligne noire ... 1763 . 04.15
Territoire militaire ... 759 . 39.21
Surface totale ... 3999hec. 62a. 96c.
Gravé par Erhard.
Paris. Imp. Monrocq.